

JEAN-MICHEL APHATIE

Homme d'honneur et bâtisseur de ponts

SALAH LAKOUES

■ Architectes, urbanistes...
Où est passée notre mission ?

TOUFIK HEDNA

■ Nos routes continuent de tuer : à croire qu'elles sont devenues accidentogènes !

CHERIF ALI



■ Plaidoirie pour un urbanisme durable en Algérie

K. BENABDELI

ACCES A DIEU,
ACCES AU REEL

■ Culture, économie et politique

AREZKI DERGUINI



■ Livres :
passé présent

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

Blocage des aides pour Ghaza Des «actes inhumains et illégaux»

**Mercredi, 52^e jour de l'entrée
en vigueur du cessez-le-feu, Ghaza
continue de compter ses martyrs
et en enregistre de nouveaux.**

Mohamed Mehdi

Dans son bilan statistique publié hier, le ministère de la Santé a indiqué que le nombre de victimes du génocide israélien a atteint 48.515 martyrs et 111.941 blessés. Ce nouveau bilan comprend 7 nouveaux martyrs et 14 blessés enregistrés dans les attaques israéliennes durant les précédentes 24 heures, ainsi que 5 martyrs retrouvés sous les décombres. Hier, deux autres Palestiniens sont tombés en martyrs, à Rafah et Khan Younes, dans le sud de Ghaza, succombant à leurs blessures suite à des tirs de l'armée sioniste.

Pour le 11^e jour consécutif, plus de deux millions de Palestiniens de Ghaza, dont plus de 600.000 enfants, sont toujours soumis à un siège total imposé par l'entité sioniste depuis le 2^e jour du Ramadan, bloquant ainsi toutes entrées d'aides humanitaires, y compris les produits alimentaires, les médicaments et l'eau potable. Hier, l'Union des municipalités de Ghaza a lancé un appel urgent à une intervention internationale pour sécuriser l'approvisionnement en eau et en électricité.

La déclaration condamne la décision israélienne de couper l'approvisionnement en électricité dans la bande de Ghaza et ce «depuis le début de l'agression», ce qui a «conduit à priver les habitants de la bande de leur principale source d'énergie, provoquant la paralysie des services de base, en particulier la santé, l'eau et l'assainissement, car les usines de dessalement de l'eau, les stations d'épuration et de nombreuses installations municipales ont cessé de fonctionner, menaçant de graves propagations d'épidémies et de maladies».

«Nous, au sein de l'Union des municipalités de la bande de Ghaza, réitérons notre appel urgent à la Communauté internationale, aux Organisations humanitaires et aux parties concernées à intervenir immédiatement pour garantir un approvisionnement permanent en électricité, en carburant et en eau, ainsi que de garantir l'entrée des équipements, des pièces de rechange et autres matériaux de base nécessaires à la poursuite du travail des municipalités pour éviter de nouvelles catastrophes sanitaires et environnementales qui menacent la vie de plus de deux millions de personnes coincées à Ghaza», ajoute l'appel.

DES ONG DÉNONCENT L'UTILISATION DE L'AIDE HUMANITAIRE COMME ARME DE GUERRE

Les ONG Médecins sans frontières (MSF) et Amnesty International (AI) ont dénoncé, mardi, dans deux communiqués séparés, l'utilisation de

l'aide humanitaire comme arme de guerre à Ghaza.

Médecins Sans Frontières a fermement condamné «le siège imposé par Israël à la bande de Ghaza qui prive la population de services de base et d'approvisionnements essentiels, notamment l'accès à l'eau, en coupant l'électricité», instrumentalise «les besoins humanitaires en les utilisant comme monnaie d'échange, notamment en coupant l'alimentation électrique et en empêchant toute aide humanitaire d'entrer».

MSF appelle l'entité sioniste à «cesser immédiatement» cette «politique qui s'apparente à une punition collective», et «à respecter le droit international humanitaire, à assumer leurs responsabilités de puissance occupante et à mettre fin à ce blocus inhumain de la bande de Ghaza». Le communiqué de MSF dénonce également les «alliés d'Israël (qui) ont délibérément ignoré cette grave violation du Droit international humanitaire et ont normalisé ce comportement». «MSF exhorte également les alliés d'Israël, y compris les États-Unis, à s'abstenir de normaliser de telles actions et à agir avec détermination pour empêcher Ghaza de sombrer davantage dans la dévastation».

«Les autorités israéliennes normalisent une fois de plus l'utilisation de l'aide humanitaire comme outil de négociation. C'est scandaleux. L'aide humanitaire ne devrait jamais être utilisée comme monnaie d'échange en temps de guerre», déclare Myriam Laroussi, coordinatrice d'urgence de MSF. «Le blocage de toutes les fournitures nuit inévitablement à des centaines de milliers de personnes et à des conséquences mortelles», souligne le communiqué.

De son côté, Amnesty International a qualifié le blocage de l'entrée des aides humanitaires et la coupure de l'électricité à Ghaza d'«actes inhumains et illégaux».

«La décision d'Israël de couper l'approvisionnement en électricité de la principale station de dessalement en fonctionnement à Ghaza, une semaine après avoir stoppé l'entrée de toute aide humanitaire et de marchandises, notamment de denrées alimentaires et de carburant, viole le Droit international humanitaire et atteste du génocide perpétré par Israël contre les Palestiniens dans la bande de Ghaza occupée», a déclaré Erika Guevara Rosas, directrice générale des recherches, de l'élaboration des lignes de conduite, du travail de plaidoyer et des campagnes à Amnesty International.

Ajoutant que «ces actes inhumains et illégaux indiquent clairement qu'Israël poursuit sa politique consistant à imposer délibérément aux Palestiniens à Ghaza des conditions

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Le tribalisme, pas un simple héritage

Il est des fléaux que certaines sociétés entraînent derrière elles comme un fardeau maudit, des chaînes invisibles qui enserrant l'esprit et emprisonnent les cœurs dans des logiques archaïques. Parmi ces vestiges d'un autre âge, l'esprit tribal demeure une plaie béante, un poison insidieux qui empoisonne la pensée, pervertit le jugement et obscurcit la marche vers la lumière du progrès. C'est un constat glaçant, une désolation accablante : malgré les avancées, malgré les batailles menées pour ériger des sociétés fondées sur la justice, la raison et le mérite, malgré les siècles écoulés et les révolutions intellectuelles qui ont bousculé l'ordre établi, il subsiste cette gangrène du tribalisme. Comme une ombre qui refuse de s'effacer, il hante nos sociétés, s'immisce dans les esprits et dicte encore trop souvent les décisions, les alliances, les haines et les amitiés. Ce tribalisme, loin d'être un simple héritage du passé, s'accroche avec une persistance effrayante, contaminant même ceux qui, par leur savoir et leur culture, auraient dû en être les premiers exorcistes. Quelle tristesse de voir des esprits éduqués, formés à la rigueur intellectuelle, cédant à la tentation du clan, du sang, du nom ! Quelle amertume de constater que, dans des cercles où l'on devrait prôner la pensée critique et la raison, on s'abandonne encore à ces réflexes primitifs où l'identité tribale prime sur la valeur humaine et morale !

Le tribalisme, c'est la paresse intellectuelle érigée en doctrine. C'est la soumission à une logique qui nous précède et nous dicte qui aimer, qui haïr, qui suivre et qui rejeter, sans autre fondement que l'appartenance à un groupe préétabli. C'est une prison mentale qui empêche de voir plus loin que les limites du clan et qui enferme chacun dans un univers étriqué où la vérité est relative et où la justice se plie aux intérêts communautaires.

Ceux qui se réfugient derrière cette armure tribale croient souvent y trouver une force, une identité, un refuge contre l'adversité du monde. Ils se bercent de l'illusion d'une loyauté indéfectible, d'un soutien infaillible. Mais à bien y regarder, que leur apporte réellement cette allégeance aveugle ? Rien d'autre qu'un repli sur soi, une stérilité intellectuelle et morale. Car un esprit enchaîné à la tribu est un esprit qui renonce à la nuance, qui se détourne de la quête de la vérité et qui abdique toute autonomie de pensée. C'est cette soumission volontaire qui est le vrai drame du tribalisme. Ce n'est pas seulement une barrière sociale ou politique, c'est un frein à la réflexion, un obstacle à l'émancipation des consciences. Lorsque l'on décide non plus en fonction du juste et de l'injuste, du vrai et du faux, mais en fonction d'une appartenance tribale, on signe l'arrêt de mort de toute forme de progrès. Qu'est-ce qui fait qu'une nation avance ? Qu'est-ce qui fait qu'une société s'élève ? Si ce n'est la capacité de ses membres à transcender les particularismes, à construire un avenir commun sur la base de prin-

cipes universels ! Partout où le tribalisme règne, c'est le chaos qui s'installe : corruption, clientélisme, népotisme, injustice. Là où il aurait fallu du mérite, c'est l'appartenance qui décide. Là où il aurait fallu de l'intégrité, c'est la loyauté au clan qui prime. Là où il aurait fallu des idées neuves, ce sont les vieilles alliances qui dictent les choix. Le tribalisme n'est pas un simple archaïsme, c'est une malédiction qui condamne au sous-développement, à l'instabilité, à la médiocrité. Il est l'un des poisons les plus mortels pour une société qui aspire au progrès. Car un peuple qui choisit de diviser ses enfants entre « nous » et « eux », entre « les miens » et « les autres », ne construit rien d'autre qu'un château de sable, voué à l'effondrement à la moindre tempête. Mais le plus grand malheur, ce n'est pas seulement que le tribalisme persiste dans les esprits simples, c'est qu'il trouve encore des complices parmi ceux qui auraient dû être ses pires adversaires : les intellectuels, les penseurs, les leaders. Ceux qui, au lieu d'élever la pensée, se font les promoteurs d'une vision étriquée du monde. Ceux qui, au lieu de dénoncer ces dérives, les encouragent par leur silence, leur complaisance ou pire, leur instrumentalisation du tribalisme à des fins personnelles.

C'est là la véritable trahison : lorsque des hommes et des femmes qui ont eu le privilège de l'éducation, de l'ouverture au monde, de la connaissance, choisissent malgré tout de succomber à l'appel du clan. Parce qu'il est plus facile de flatter les instincts grégaires que d'éveiller les consciences. Parce qu'il est plus rentable de jouer la carte du communautarisme que de défendre l'intérêt général. Mais tout n'est pas perdu. Il existe encore des voix qui s'élèvent, des âmes courageuses qui refusent de plier sous le poids de la tradition aveugle. Il existe encore des esprits libres qui osent penser autrement, qui osent défier la fatalité, qui osent rêver d'une société où l'on est jugé non pas sur son appartenance, mais sur sa valeur, son talent, son engagement.

Un dernier appel : choisir l'émancipation. Briser les chaînes du tribalisme, c'est choisir l'émancipation. C'est refuser d'être défini par une appartenance imposée. C'est revendiquer le droit à la pensée libre, à l'action juste, au choix éclairé. C'est oser s'affranchir des dogmes hérités, questionner l'ordre établi, se détacher des loyautés aveugles pour bâtir une nouvelle éthique, celle du mérite, de la justice et de la vérité. Il est encore temps. Mais il faut du courage. Le courage de s'opposer, de déplaire, de bousculer. Le courage de dire « non » là où tout le monde attend un « oui » docile. Le courage de choisir la raison contre l'instinct, la justice contre le favoritisme, le peuple contre la tribu. Car si nous continuons à faire du tribalisme notre boussole, alors nous ne ferons que tourner en rond, piégés dans une boucle infinie de médiocrité et de régression. Mais si nous avons l'audace de briser le cercle, alors peut-être pourrions-nous enfin avancer, libres et dignes, vers un horizon plus grand que nous-mêmes.

d'existence conçues pour entraîner leur destruction physique».

EN RÉPONSE AU BLOCUS DE GHAZA : LES HOUTHIS CIBLERONT «TOUT NAVIRE ISRAËLIEN» AU LARGE DU YÉMEN

Le Groupe des Ansar Allah du Yémen a averti, mardi soir dans une déclaration vidéo du porte-parole militaire, Yahya Saree, que leurs forces armées «cibleront à nou-

veau, tout navire israélien» traversant la mer Rouge et le golfe d'Aden.

La déclaration fait suite au délai de quatre jours fixé précédemment par les Houthis à l'entité pour reprendre les livraisons d'aide humanitaire à Ghaza. Yahya Saree a expliqué que cette décision intervient après la fin du délai que le chef du groupe, Abdelmalik al-Houthi, a accordé aux médiateurs pour tenter de «pousser l'ennemi israélien afin qu'il rouvre les points de passage et achemine de l'aide huma-

nitaire à Ghaza ». «Tout navire israélien qui tentera de briser cet embargo sera ciblé dans la zone d'opérations déclarée», soulignant que cette mesure restera en vigueur «jusqu'à ce que les points de passage vers la bande de Ghaza soient ouverts et l'entrée de l'aide humanitaire».

Le porte-parole militaire d'Ansar Allah précise que cet avertissement s'applique également à la mer Rouge, au golfe d'Aden, au détroit de Bab el-Mandeb et à la mer d'Arabie.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20
Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion: Ouest et Centre: SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à: l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - **Téléphone:** 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - **Fax:** 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

La réalisation de six nouvelles stations à l'étude

La sécurité hydrique grâce au dessalement

«**Aujourd’hui, plus de 20% des besoins du pays en eau potable sont assurés par les stations de dessalement d’eau de mer contre 25% par les eaux superficielles et 55% par les eaux souterraines**», a indiqué, hier mercredi, **Belaïd Mezerkat, directeur central au ministère de l’Hydraulique.**

El-Houari Dilmi

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale, Belaïd Mezerkat, a expliqué qu’avec «la mise en service des cinq nouvelles stations réalisées dans des délais record, cette contribution passera à 42%». «Au vu de la baisse du niveau statique des nappes phréatiques, conséquence logique de la sécheresse qui perdure depuis plusieurs années, la solution pérenne qui s’imposait à nous était celle du dessalement d’eau de mer», a-t-il souligné. «La volonté des pouvoirs publics de faire face au stress hydrique, se traduit aujourd’hui par des résultats très encourageants sur le terrain», a encore expliqué le représentant du département de Tahar Derbal, mettant en exergue les «délais records» dans lesquels les cinq nouvelles STEM ont été réalisées. «L’autre projet en cours est celui d’alimenter en eau de mer dessalée les wilayas de l’intérieur du pays dans un rayon de 150 km, comme cela va se faire avec la STEM de Cap Djinet (Boumerdès) qui va approvisionner 14 communes du sud de la wilaya de Tizi-Ouzou, en plus d’autres communes dans les wilayas de Bouira, M’sila et Médéa», a expliqué l’invité de la Radio. «La cinquième station de Béjaïa qui sera inaugurée prochainement, approvisionnera en eau potable la partie est de la wilaya de Bouira, le nord de la wilaya de Sétif et Bordj Bou Arréridj», a-t-il ajouté.

BARRAGES : UN TAUX DE REMPLISSAGE DE 39%

Le représentant du ministère de l’Hydraulique a également précisé que six nouvelles stations de dessalement, d’une capacité totale de 1,8 million de m³ par jour, seront réalisées dans les wilayas de Tlemcen, Mostaganem, Chlef, Tizi Ouzou, Jijel et Skikda. «Les études sont bien avancées et la première tranche de ces projets phares est déjà inscrite», a-t-il souligné, ajoutant qu’avec la réception de ces nouvelles stations, les besoins nationaux en eau seront couverts à plus de 60% par l’eau dessalée, soit un total de 5,5 millions de m³ par jour. Interrogé sur les eaux superficielles, l’hôte de la Radio a précisé que le taux national de remplissage des barrages est actuellement de 39%, soit un volume total de 3 milliards de m³. «Ces réserves permettront de passer sereinement la prochaine saison estivale», a-t-il assuré, «même si ce taux global appréciable n’est pas réparti de manière homogène sur l’ensemble du territoire», a-t-il précisé. «Le taux de remplissage des barrages dans l’Est dépasse les 56%, tandis que ceux du Centre ne sont remplis qu’à hauteur de 23%, et ceux de la région du Cheliff ne sont qu’à 14%», a encore indiqué Mezerkat. Pour faire face à ces disparités régionales, l’invité de la Radio a assuré que la mise en service des nouvelles stations de dessalement «garantira une alimentation en eau potable régulière et continue pour les citoyens», a-t-il conclu.

Tebboune reçoit une délégation ougandaise

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mercredi, une délégation ougandaise conduite par M. Mohamed Ahmed Kisuale, envoyé spécial du président ougandais, conseiller principal chargé des affaires du Moyen-Orient, indique un communiqué de la Présidence de la République.

L’audience s’est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M.

Boualem Boualem, du ministre d’Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l’étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, du conseiller du président de la République, chargé des affaires religieuses, des zaouïas et des écoles coraniques, M. Mohamed Hassouni, du ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, M. Youcef Belmehdi, et du président du Haut Conseil islamique, M. Mabrouk Zaid El Kheir.

Vice-présidente de la Commission de l’UA Mme Haddadi prend ses fonctions

L’ambassadrice d’Algérie à Addis-Abeba et sa représentante permanente auprès de l’Union africaine (UA), Selma Malika Haddadi, prend ses fonctions aujourd’hui jeudi en tant que vice-présidente de la Commission de l’UA, en remplacement de la Rwandaise Monique Nsanzabaganwa, dont le mandat est arrivé à terme.

Mme Haddadi a été élue le 15 février dernier au poste de vice-présidente de la Commission de l’UA avec un total de 33 voix, à l’occasion du 38e sommet de l’UA.

Elle a vaincu la candidate marocaine, éliminée au sixième et avant-dernier tour, alors que les candidates libyenne et égyptienne se sont retirées respectivement aux premier et troisième tours.

Mme Haddadi avait déclaré à la presse, à l’issue de sa prestation de serment, que sa victoire à ce poste était «un nouvel acquis pour l’Algérie sous la conduite du président

de la République, M. Abdelmadjid Tebboune», exprimant sa gratitude au président de la République ainsi qu’au ministre d’Etat, ministre des Affaires étrangères, de la communauté nationale à l’étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, pour la confiance placée en sa personne.

Mme Haddadi avait ajouté que cette élection reflétait «la place de l’Algérie et sa profondeur africaine, mais témoigne, également, de la confiance placée par les pays africains en elle et en sa direction judicieuse», soulignant que l’Algérie «a toujours joué un rôle prépondérant au sein de l’Organisation de l’unité africaine (OUA) et maintenant au sein de l’Union africaine».

«Nous allons poursuivre ce travail pour hisser son nom et son drapeau à travers notre direction clairvoyante de l’organisation, tant sur le plan administratif que financier», avait-elle dit également.

Réunion du Gouvernement La lutte contre la drogue et les psychotropes au menu

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l’examen de textes de loi et à la présentation d’exposés relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des services du Premier ministre.

La réunion a été consacrée à l’examen du projet de la stratégie nationale multidimensionnelle de lutte contre la drogue et les substances psychotropes pour la période 2024-2029, que le Président de la République a chargé le Gouvernement de l’élaboration, pour assurer la lutte et la prévention contre ce phénomène et faire face à ses graves répercussions sur tous les plans sécuritaire, économique, social et sanitaire.

Dans ce cadre, le Gouvernement a examiné les moyens de renforcer le cadre législatif de ré-

pression des différentes infractions liées aux drogues et aux substances psychotropes, notamment à travers le durcissement des peines applicables aux infractions liées aux drogues et en adaptant les dispositions procédurales de leur poursuite. Le Gouvernement a également examiné la mouture finale de l’avant-projet de loi relative aux wakfs, à la lumière des orientations du Président de la République.

D’autre part, et dans le cadre de la création de pôles universitaires d’excellence dans certaines spécialités et le renforcement du rôle économique des universités, leur ouverture sur leur environnement national et international, et le renforcement de leur visibilité et de leur attractivité, le Gouvernement a entendu une communication sur le projet de création de pôles universitaires et l’im-

plantation d’interfaces au sein des universités, ayant porté sur un ensemble de mesures pratiques et organisationnelles pour mettre en œuvre cette approche. Le Gouvernement a également examiné un projet de décret exécutif portant approbation du renouvellement de la licence d’établissement et d’exploitation d’un réseau de communication électronique ouvert au public par satellites de type GMPCS et de fourniture de services de communications électroniques au public, attribuée à la société Algérie Télécom Satellite Spa.

Enfin, le Gouvernement a entendu deux communications sur la situation du marché national durant le mois sacré du Ramadan et les différentes mesures prises pour assurer son approvisionnement, notamment en produits de large consommation.



Sid Lakhdar Boumediène

Un empire, dans sa définition la plus courante, est la domination d’un chef d’État (nom moderne) qui place sous son autorité

des États ou des groupements d’État. A cette suzeraineté la plus haute on attribue le nom d’empereur. Or, pour mettre en inféodation ces autres États, il a fallu les conquérir, les acheter (cela est souvent le fait en histoire) ou les échanger. Ainsi la notion de territoire est consubstantielle à l’empire. Parmi les exemples connus, le traité de Tordesillas en 1494 qui partage le monde en deux parties entre les Espagnols et les Portugais. La crise de Fachoda en 1898 qui oppose les puissances impériales britanniques et françaises et qui a conduit à la Conférence de Berlin qui fixera les règles économiques d’expansion européenne en Afrique. Et nous pourrions en citer tellement d’autres. Un empire se construit donc par une inféodation politique et économique. La croissance de l’empire ne peut alors se concevoir que par l’expansion territoriale. Le territoire est l’enjeu fondamental des empires. On avait cru en 1945 que les rapports de domination et de guerre entre les grands empires du XIXème siècle laissaient place à des accords pacifiés entre des Etats-nations et que les frontières étaient définitivement définies. C’était dès le départ une il-

L’empire, c’est d’abord le territoire

lusion fondée sur un mensonge car cette date supposée de la fin des empires a été le fait d’un partage des territoires d’une grande partie du monde par des empires réunis à

Yalta. Puis on met souvent en silence que les colonisations, un état de fait qui valide l’existence des empires par l’élargissement de leurs territoires, ne se sont arrêtés, même si ce n’est pas d’une manière totale, que bien plus tard. On oublie également qu’une autre dimension territoriale des empires, soit les zones d’hégémonie économique, a non seulement perduré mais s’est amplifiée avec les nouvelles données technologiques et des moyens de communication. Le retour annoncé des empires dans leur dimension territoriale est impressionnant autant qu’inattendu. La règle de la taille revient pour nous rappeler que la souveraineté ne survit que pour ceux qui ont les territoires les plus importants, source de la véritable puissance. Les plus gros vasalisent politiquement et économiquement les plus petits et maintenant, ils veulent englober leurs territoires. Comme dans la nature, les plus gros finissent par s’affronter entre eux pour se disputer une partie du territoire de chacun. Pour paraphraser une célèbre phrase d’un président de la République à la tribune du Parlement européen, nous dirons que «Les empires, c’est la guerre »!

Stylos à insuline fabriqués localement La commercialisation «avant fin Ramadhan»

Le ministre de l’Industrie pharmaceutique, Wassim Kouidri, a annoncé mardi à Constantine le lancement "avant la fin du mois du Ramadhan courant" de la commercialisation des stylos à insuline produits localement par les laboratoires du groupe Saïdal.

Dans une déclaration à la presse au terme de son inspection en compagnie du wali, Abdelkhalek Sayouda de l’unité de Saïdal dans la zone industrielle Palma, le ministre a affirmé que "l’Algérie a accompli de grands pas dans le domaine de la production pharmaceutique parvenant à un taux de couverture de 76,8 % par la production nationale", soulignant que la production locale de médicaments connaîtra un nouveau souffle avec le lancement de la commercialisation des premières quantités de stylos à insuline produits par "conditionnement secondaire". Et d’ajouter "l’on passera par la coopération avec un partenaire étranger à une étape

plus évoluée dans la fabrication de ce type de médicament qu’est sa production intégrale et sa commercialisation locale avant la fin de l’année en cours 2025".

Le ministre a affirmé que "le groupe Saïdal représente un fondement essentiel de la sécurité sanitaire en Algérie grâce à son rôle actif de producteur local de médicaments", estimant que "le groupe œuvre à parvenir à l’autosuffisance dans le domaine de l’industrie pharmaceutique avant de passer à l’étape d’exportation vers les pays africains à court terme et aux autres pays du monde à moyen terme". Il a également fait état de la disponibilité de plusieurs opérateurs et producteurs privés à se lancer dans le domaine de la production locale de l’insuline, indiquant que "l’Etat leur assurera le soutien et l’encouragement nécessaires afin de consolider la production nationale et de réduire le recours à l’importation".

Il a également souligné qu’il est

prévu "au mois de septembre prochain" l’obtention par l’Algérie de la certification de niveau 3 accordée par l’Organisation mondiale de la santé (OMS) qui permettra d’exporter les produits pharmaceutiques, notamment vers les pays africains dans une première étape, affirmant que cette certification facilitera grandement l’enregistrement à l’échelle internationale des médicaments algériens de sorte à consolider les potentialités du pays pour la concurrence à l’échelle mondiale dans ce domaine. En dépit de ces avancées dans la production de médicaments, le ministre a insisté sur la nécessité de déployer davantage d’efforts dans le domaine de la fabrication des produits médicaux qui sont actuellement importés, relevant à ce propos l’importance d’introduire une nouvelle dynamique pour le soutien des acteurs économiques et leur encouragement à investir dans ce domaine afin de réduire la facture des importations.

Jean-Michel Apathie ■ Homme d'honneur et bâtisseur de ponts

Par Salah Lakoues

Le 25 février 2025, lors de la matinale de RTL, le journaliste Jean-Michel Apathie a suscité une vive polémique en comparant les exactions commises par la France durant la colonisation de l'Algérie aux crimes nazis. Il a notamment déclaré : « Les nazis se sont comportés comme nous l'avons fait en Algérie. »

Apathie a évoqué des événements tels que les enfumades du Dahra en 1845, où des centaines d'Algériens ont été asphyxiés dans des grottes par l'armée française. Il a affirmé que la France avait commis « des centaines d'Oradour-sur-Glane » en Algérie, faisant référence au massacre perpétré par les nazis en 1944 dans ce village français.

Ces propos ont été largement critiqués, notamment par des personnalités politiques de droite et d'extrême droite, qui les ont qualifiés d'insulte à la France. Face à la controverse, la direction de RTL a demandé à Apathie de se retirer de l'antenne, décision qu'il a confirmée.

L'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique (Arcom) a été saisie et a ouvert une instruction concernant ces déclarations.

Certains historiens, comme Alain Ruscio, ont soutenu l'exactitude historique des faits évoqués par Apathie, tandis que d'autres, comme Benjamin Stora, ont mis en garde contre les anachronismes, tout en reconnaissant la violence de la conquête coloniale française.

Cette affaire relance le débat sur la mémoire de la colonisation et les violences commises durant cette période.

La polémique reste vive autour des déclarations de Jean-Michel Apathie, journaliste au verbe acerbe, qui a récemment comparé la conquête française en Algérie - notamment l'enfumage des grottes du Dahra - à la politique d'extermination nazie. Ces propos, qui suscitent l'interrogation, relancent un débat toujours d'actualité sur la mémoire coloniale et les violences d'un passé controversé.

Une comparaison provocatrice

Jean-Michel Apathie s'est illustré par des prises de position qui ne laissent pas indifférents. En comparant les méthodes de conquête française en Algérie aux atrocités nazies, il a voulu mettre en lumière ce qu'il considère comme une continuité de la violence coloniale. Pour lui, l'enfumage des grottes du Dahra - une méthode brutale ayant causé l'asphyxie de nombreux Algériens - et d'autres pratiques similaires durant la guerre d'Algérie ne sauraient être oubliés ni minimisés, au risque de réhabiliter une « mission de civilisation » qui, selon lui, n'a laissé derrière elle qu'un sillage de souffrance.

L'héritage incontrôlé de la violence coloniale

Or, comme le souligne un courant de pensée critique, ce que Jean-Michel Apathie semble parfois occulter dans ses comparaisons, c'est l'héritage de ceux qui, par leur descendance ou leur position, continueraient à défendre une version édulcorée de l'histoire. Selon cette interprétation, nombreux seraient, parmi les descendants des anciens responsables et généraux de l'occupation, ceux qui, tout en glorifiant leurs crimes passés, cherchent aujourd'hui à remettre en cause des faits historiques largement attestés par plusieurs historiens.

Cette vision affirme qu'aucun pays n'a, en effet, connu un massacre équivalent à celui d'un tiers de sa population - ni des crimes contre l'humanité de la même ampleur - que durant la guerre d'Algérie. À cette époque, la torture, les exécutions sommaires et d'autres pratiques barbares auraient été codifiées, devenant presque une routine quotidienne dans des camps de concentration improvisés.

Témoignages et récriminations historiques

En 1958, Michel Rocard lui-même avait levé le voile sur l'existence de camps de regroupement, où un tiers de la population algérienne aurait été déplacée de ses douars pour être confinée dans des installations entourées de barbelés et soumises à des conditions inhumaines. Ces dénonciations, qui remontent à plusieurs décennies, alimentent aujourd'hui un débat encore très vif sur la responsabilité historique et la manière dont la colonisation doit être commémorée ou jugée.

Un passé à réexaminer pour un présent en quête de vérité

Les propos d'Apathie, tout en visant à rappeler les zones d'ombre de l'histoire coloniale française, révèle également une volonté de confronter le présent aux fantômes du passé. Pour ses détracteurs, il apparaît que ces comparaisons -

bien que provocatrices - simplifient une histoire complexe, alors que d'autres, et notamment certains historiens, insistent sur la nécessité de nuancer les débats. La question demeure : jusqu'où la violence coloniale peut-elle être comparée à celle d'un régime totalitaire, et quelles leçons en tirer pour l'avenir ?

Il est indéniable que la période de la conquête et de la guerre d'Algérie reste l'un des chapitres les plus douloureux et controversés de l'histoire française. Le souvenir des souffrances endurées et la quête d'une reconnaissance des crimes commis demeurent au cœur d'un débat public souvent empreint d'émotions et de rancœurs. Ce débat, loin d'être clos, appelle à une réflexion collective sur la manière dont l'histoire est racontée et sur l'importance de confronter des témoignages parfois oubliés pour construire une mémoire partagée plus juste. Les déclarations de Jean-Michel Apathie, en comparant sans détour la conquête française en Algérie à la barbarie nazie, témoignent d'une volonté de secouer une conscience historique trop souvent édulcorée. Qu'on adhère ou qu'on rejette ses comparaisons, elles rappellent qu'un examen rigoureux et impartial du passé est indispensable pour comprendre les racines des conflits actuels et pour éviter que l'histoire ne se répète. La mémoire des victimes et la dénonciation des dérives qu'elles soient coloniales ou totalitaires demeurent, en définitive, un devoir de toute société qui se veut démocratique et consciente de ses responsabilités.

Bien qu'il existe des similitudes troublantes entre les camps de regroupement en Algérie et les camps de concentration nazis, il est essentiel de les assimiler complètement.

Bien que les enfumades et les fours crématoires soient différents à bien des égards, ils partagent des similitudes troublantes en termes de violence extrême et de déshumanisation. Les deux événements sont des exemples de la façon dont la technologie peut être utilisée pour tuer en masse et de l'importance de se souvenir de l'histoire pour éviter que de telles atrocités ne se reproduisent.

Colonialisme, humiliation et totalitarisme : une analyse critique des liens historiques

Le colonialisme repose sur une logique d'exploitation, tant des ressources naturelles que des ressources humaines, et se caractérise souvent par des processus d'humiliation et de déshumanisation des populations colonisées. En Algérie, ce phénomène a pris une dimension particulièrement brutale avec l'adoption d'une politique de peuplement visant à occuper le territoire et à réorganiser la société locale. Certains avancent que cette trajectoire, marquée par la violence et le contrôle, constituerait la suite logique qui aurait pu contribuer, en Europe, à l'émergence de régimes totalitaires. Cet article se propose d'examiner ces arguments en confrontant les faits historiques et les analyses critiques.

Les fondements du colonialisme

Le colonialisme a longtemps été conçu comme un système d'exploitation économique et humaine. Pour les puissances coloniales, l'enjeu était double : extraire les richesses du territoire et asseoir une domination idéologique sur les peuples colonisés. Ce système reposait sur l'idée d'une supériorité culturelle et raciale, qui servait à justifier l'asservissement et l'exploitation. Dans ce contexte, l'humiliation et la déshumanisation ne constituaient pas de simples sous-produits, mais des éléments essentiels destinés à légitimer une hiérarchie coloniale rigide.

Humiliation et déshumanisation : des outils de domination

L'un des aspects les plus dénoncés du colonialisme est l'usage systématique de l'humiliation et de la déshumanisation. Les colonisateurs imposaient des traitements qui réduisaient les populations locales à un statut subalterne. Par des mesures discriminatoires, des violences institutionnalisées et une propagande déshumanisante, ils créaient un climat de terreur et de soumission. Cette stratégie visait à effacer toute revendication d'autonomie ou de dignité chez les colonisés, tout en facilitant l'exploitation de leurs ressources.

Le cas de l'Algérie

et la politique de peuplement

En Algérie, la colonisation française a adopté une approche encore plus radicale avec une politique de peuplement. L'installation massive de colons sur le territoire algérien avait pour objectif de modifier durablement la composition démographique et culturelle du pays. Ce procédé d'occupation ne se limitait pas à une simple présence économique ou politique, mais s'inscrivait dans une logique d'effacement des identités locales au profit d'un modèle colonisateur. Le contrôle territorial et l'appropriation des terres pas-



saient ainsi par une réorganisation sociale souvent violente et répressive.

Des pratiques colonialistes aux régimes totalitaires : une connexion controversée

Certains observateurs avancent que la logique d'exploitation, d'humiliation et de déshumanisation mise en œuvre dans les empires coloniaux aurait pu nourrir, en Europe, des tendances conduisant à l'émergence de régimes totalitaires. En effet, on y retrouve des mécanismes similaires : une concentration du pouvoir, la propagande déshumanisante à l'encontre d'un « ennemi » défini, et la justification de mesures répressives extrêmes pour maintenir l'ordre établi. Cependant, établir un lien de causalité direct entre la politique coloniale et l'avènement du totalitarisme en Europe demeure un sujet de débat parmi les historiens. Si des parallèles idéologiques et méthodologiques existent, les régimes totalitaires en Europe se sont également nourris d'un ensemble complexe de facteurs économiques, sociaux et politiques propres à chaque contexte national.

Vers une compréhension nuancée des héritages historiques

Il est indéniable que le colonialisme a laissé des traces profondes dans les sociétés, marquant les esprits par des pratiques souvent inhumaines et violentes. La politique de peuplement en Algérie en est un exemple frappant, révélant comment la domination coloniale s'est inscrite dans une logique de transformation radicale des territoires et des populations. Néanmoins, affirmer que cette logique constitue la « suite logique » menant aux régimes totalitaires en Europe demande une analyse plus fine. Les historiens soulignent que, bien que certaines pratiques puissent se recouper, chaque phénomène - qu'il s'agisse de la colonisation ou du totalitarisme - possède ses spécificités et ses propres dynamiques internes. Le débat sur le lien entre colonialisme, exploitation et l'émergence de régimes totalitaires est complexe et bien réel.

D'une part, il est indéniable que la domination coloniale a reposé sur une logique d'exploitation et de déshumanisation, comme en témoigne le cas de l'Algérie et sa politique de peuplement. D'autre part, rapprocher directement ces pratiques des mécanismes internes qui ont favorisé l'avènement de régimes totalitaires en Europe reste un sujet débattu, nécessitant une approche nuancée et une prise en compte de multiples facteurs historiques. Ce dialogue entre les différentes interprétations historiques demeure essentiel pour éclairer les héritages du passé et mieux comprendre les dynamiques de pouvoir qui continuent d'influencer nos sociétés contemporaines.

Des intellectuels, historiens et syndicalistes n'ont pas manqué de critiquer le colonialisme et ses crimes, dénonçant l'hypocrisie d'une Europe qui s'indignait du nazisme tout en perpétrant des pratiques similaires dans ses colonies.

Les intellectuels engagés contre le colonialisme

Aimé Césaire, dans son Discours sur le colonialisme (1950), a établi un parallèle direct entre le colonialisme et le nazisme, soulignant que les méthodes employées dans les colonies avaient inspiré celles du régime hitlérien. De même, Frantz Fanon, dans Les Damnés de la Terre (1961), a analysé la violence coloniale et son impact psychologique, dénonçant la brutalité du système colonial et son mépris total pour la vie des colonisés.

Jean-Paul Sartre, dans la préface de cet ouvrage, a également comparé le colonialisme à une entreprise de déshumanisation et de barbarie.

Les historiens face aux crimes coloniaux

Des historiens ont également mis en lumière les violences commises sous la colonisation française, notamment en Algérie. Benjamin Stora, dans La Gangrène et l'oubli, a révélé comment la torture et les exécutions sommaires étaient systématiques pendant la guerre d'Algérie. Raphaëlle Branche, dans La Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie (2001), a montré que la torture n'était pas un acte isolé mais une véritable doctrine appliquée par l'armée française. L'historien Olivier Le Cour Grandmaison a aussi documenté les massacres et enfumades du XIXe siècle en Algérie, où des populations entières ont été exterminées par l'armée coloniale.

Les syndicalistes et militants anticoloniaux

Dès la guerre d'Algérie, des syndicalistes et militants français ont dénoncé la répression coloniale. Michel Rocard, alors jeune militant et futur Premier ministre, avait déjà alerté en 1958 sur les

camps de regroupement, où un tiers de la population rurale algérienne a été déplacée de force et enfermée dans des conditions inhumaines. Des figures comme Henri Alleg, journaliste et auteur de La Question, ont témoigné des tortures subies par les Algériens sous le régime colonial. Le PCF et plusieurs syndicats ouvriers ont également pris position contre la guerre d'Algérie, dénonçant les pratiques de l'armée française.

Une critique toujours actuelle

Aujourd'hui encore, les débats sur la mémoire coloniale restent vifs en France. Des historiens et chercheurs continuent de révéler l'ampleur des crimes coloniaux, tandis que certaines forces politiques cherchent à les minimiser ou à glorifier la colonisation. Les propos de Jean-Michel Apathie s'inscrivent ainsi dans une longue tradition de dénonciation des crimes coloniaux, mais ils rencontrent toujours une vive opposition, notamment de la part de ceux qui refusent d'assumer cette part sombre de l'histoire de France.

Jean-Michel Apathie,

Un homme d'honneur et bâtisseur de ponts

Dans un contexte politique tendu et marqué par des débats historiques virulents, Jean-Michel Apathie se présente pour certains comme un exemple d'intégrité et de dignité. Selon cette lecture, il aurait refusé de se plier à une classe politique qu'il jugeait fondée sur une haine de l'Algérie, choisissant ainsi de suivre la voie de ceux, dignes et justes, qui avaient, pendant la guerre d'Algérie, osé se démarquer pour défendre leurs convictions.

Un engagement contre une politique basée sur la haine

Pour ses partisans, Apathie incarne une figure de résistance face à ce qu'ils perçoivent comme une politique dominante - et souvent virulente - qui trouve sa légitimité dans la négation ou la haine de l'Algérie. Ce rejet d'un discours politique qu'il considèrait comme incompatible avec les valeurs de respect et d'humanité l'aurait amené à refuser de se soumettre à des logiques qui, selon lui, déshumanisent le débat et contribuent à diviser le pays. Dans cette perspective, sa décision de démissionner ne serait pas un acte de défaite, mais bien l'affirmation d'un choix de conscience, à l'image des Français dignes et engagés qui, durant la guerre d'Algérie, ont su défendre des principes d'humanité malgré un contexte conflictuel.

La démission comme acte de dignité

La démission de Jean-Michel Apathie, présentée par certains comme un geste héroïque, s'inscrirait dans la tradition de ces figures qui, confrontées à des pressions politiques et médiatiques, préfèrent se retirer plutôt que de compromettre leur intégrité. En refusant de rejoindre une classe politique dont les discours reposaient sur des animosités historiques, il aurait choisi de préserver la dignité du débat public. Ce geste, interprété comme celui d'un constructeur de ponts, viserait à instaurer un dialogue fondé sur le respect mutuel et la reconnaissance des complexités historiques, plutôt qu'à exacerber des clivages qui opposent les mémoires.

Un héritage contesté et le débat sur la mémoire

Il convient de rappeler que les interprétations de l'histoire coloniale et de la guerre d'Algérie demeurent des sujets de débats intenses en France. Pour certains, la posture d'Apathie renforce l'idée qu'un examen rigoureux du passé nécessite parfois de prendre position, quitte à rompre avec des courants dominants qui, selon eux, entretiennent une hostilité envers certaines mémoires. Pour d'autres, cette démarche reste controversée et alimente des polémiques sur l'interprétation des faits historiques. Quoi qu'il en soit, la démarche d'Apathie - considérée par ses partisans comme un acte de courage et de responsabilité - s'inscrit dans une tradition de ceux qui ont, par le passé, choisi de donner la priorité à la dignité humaine plutôt qu'aux compromis politiques.

Jean-Michel Apathie est perçu par une partie de l'opinion comme un homme d'honneur qui, en refusant de se plier à une logique politique marquée par la haine et le rejet de certaines mémoires, a affirmé son attachement aux valeurs de dignité et de respect. Sa démission, interprétée comme un geste de résistance, rappelle que l'histoire de la France - et en particulier celle de la guerre d'Algérie - continue de nourrir des débats passionnés, où la question du devoir de mémoire et de la responsabilité individuelle reste centrale dans la construction d'un avenir commun.

Architectes, urbanistes... Où est passée notre mission ?

Par Toufik Hedna*

A quoi servons-nous si nous sommes incapables de concevoir une simple rue fonctionnelle ? Si nous sommes incapables de tracer un trottoir digne de ce nom, où un piéton peut marcher sans devoir enjamber des obstacles ou slalomer entre poteaux, terrasses et voitures garées ? Si nous sommes incapables d'accompagner et de cadrer ceux qui construisent. Comment espérer un acte urbain à la hauteur de nos ambitions ?

Que valent nos diplômes, nos formations, nos théories, si tout ce que nous voyons autour de nous n'est qu'amas de béton, d'extensions sauvages, de villes amputées de toute logique ? Où est passée cette promesse d'un urbanisme maîtrisé, réfléchi, humain ?

Nous avons appris à façonner l'espace, équilibrer les volumes, donner du sens aux villes. Pourtant, rien de ce que nous avons appris ne se reflète dans nos rues. Ce que nous voyons, ce sont des trottoirs impraticables, des routes mal faites, trouées, dégradées avant même d'être achevées, des immeubles posés sans cohérence, des espaces publics sacrifiés pour des parkings improvisés. Nos villes ne respirent plus, elles suffoquent.

ALORS, QUI FAÇONNE NOS VILLES ?

• **Ceux qui les conçoivent...** Mais à quoi servent ces beaux discours, ces palabres d'experts, si la ville étouffe dans le chaos ?

• **Ceux qui les politisent...** Ces décideurs qui valident des projets à distance, bien à l'abri dans leurs bureaux, sans jamais arpenter les rues qu'ils imposent aux autres.

• **Ceux qui les réalisent...** Ces promoteurs qui bétonnent et goudronnent sans professionnalisme, sans respect du cadre urbain. Ces acteurs vivent-ils seulement dans ces villes qu'ils construisent ? Marchent-ils dans ces rues qu'ils réduisent à des schémas altérés ? Utilisent-ils ces infrastructures qu'ils font ériger ? Ou bien, dès qu'ils franchissent leur porte, se réfugient-ils dans leurs voitures, enfermés dans des bulles préservées, loin du désordre qu'ils ont eux-mêmes créé ?

Ce que nous voyons chaque jour, ce ne sont pas de simples erreurs d'urbanisme. C'est un désordre. Un chaos visuel et technique, où chaque espace est dénaturé par des ajouts incontrôlés, des improvisations absurdes, des aberrations qui défient toute logique architecturale et urbaine.

Nos villes ne sont pas bâties, elles sont empi-lées. Alors que nos écoles nous enseignaient l'harmonie urbaine, nous voyons aujourd'hui des villes informes, privées de toute identité. Des espaces où rien n'est pensé pour le bien-être, où tout est conçu pour le remplissage.

Et nous, urbanistes, architectes, ingénieurs... à quoi servons-nous si nous sommes incapables de donner forme à une ville habitable ? À quoi bon parler d'urbanisme, quand l'espace urbain n'est plus qu'un patchwork bâclé, sans âme, sans vision, sans avenir ? Nos villes ne sont pas condamnées au chaos. Mais encore faut-il retrouver le sens de notre métier.



Une ville est une chaîne vivante

Une ville n'est pas une addition de bâtiments et de routes. C'est une chaîne, un enchevêtrement de forces qui doivent tenir ensemble. Un équilibre fragile entre le passé et l'avenir, entre la mémoire et l'instant, entre la nécessité et le rêve. Elle doit être solide, capable de résister au temps, aux vents et aux crises. Souple, pour s'adapter sans se briser. Une ville respire, grandit, évolue. Elle doit absorber le mouvement, les mutations sociales, sans perdre son âme.

Mais elle doit aussi éblouir. Elle doit captiver le regard, inspirer ceux qui la parcourent. L'esthétique n'est pas un luxe : elle est ce qui transforme un lieu en un espace de vie. Une façade bien pensée, une perspective harmonieuse, une place qui capte la lumière... Tout cela forge une ville qui ne se subit pas, mais qui se vit. Une cité sans beauté est une cité morte.

Une ville ne vit pas dans le silence. L'urbanisme n'est pas une science froide. Il doit comprendre le bruit des marchés, l'odeur du pain chaud, la cadence des pas pressés, l'ombre des terrasses l'été, la chaleur d'un réverbère l'hiver. Une ville bien pensée, c'est une ville où l'on veut être. Elle vibre de ses habitants. Ce sont eux qui animent la ville, qui donnent une âme aux pierres. Une rue sans eux est un décor figé.

CHAQUE MAILLON COMPTE

Tout commence par l'idée, mais une idée ne surgit pas du néant. Elle est portée par une vision politique, une idéologie urbaine, une manière de concevoir la ville et son rôle. C'est le premier maillon, celui qui oriente, qui définit ce que la ville doit être, pour qui, et comment. C'est ici que se joue l'essentiel : la co-

hérence, la finalité, l'âme même de la ville.

Un urbanisme sans idéologie claire n'est qu'un assemblage de constructions sans lien, un empilement de décisions disparates sans vision d'ensemble.

De cette pensée naît la conception des espaces, où l'on pose les fondations intellectuelles et méthodologiques de la ville. C'est le moment où l'on structure le territoire, où l'on interroge le comment et le pourquoi, où l'on anticipe les usages, les évolutions, les erreurs à éviter. C'est une phase cruciale : une ville mal pensée à ce stade est une ville déjà vouée à l'échec.

Puis viennent les décideurs, les élus locaux, un autre maillon essentiel.

Ils ne sont pas de simples exécutants, ils doivent être les garants de la cohérence et de l'intelligence urbaine. Leur rôle est administratif, législatif, fonctionnel, formel, mais aussi esthétique et social. Ils doivent penser la ville comme un tout, veiller à son équilibre, empêcher l'improvisation et les compromis hasardeux qui détruisent l'harmonie des espaces.

Ensuite, la réalisation prend forme, portée par ceux qui traduisent la pensée en matière. Architectes, urbanistes, ingénieurs, entrepreneurs, ouvriers... Ce sont eux qui transforment l'idée en pierre, en routes, en places, en quartiers. Mais la construction seule ne suffit pas. Une ville sans dynamique est une ville morte. Elle doit vibrer, bouger, s'adapter aux usages et aux besoins réels.

Et enfin, l'entretien, dernier maillon de cette chaîne. Une ville bien conçue mais laissée à l'abandon se délite, s'effrite, se décompose. Entretien, c'est préserver, mais aussi moderniser, faire évoluer la ville avec son temps.

Mais quand un seul maillon cède, c'est toute la chaîne qui se brise. Une mauvaise conception, une vision politique absente ou bancal, une réa-

lisation bâclée, et l'équilibre s'effondre. Ce qui devait être un lieu de vie devient un puzzle incohérent, un assemblage fragile où chaque ajout masque une faille, où chaque correction tente de réparer l'irréparable.

Sommes-nous, en Algérie, encore capables de penser l'avenir de nos villes ?

Tout indique que quelque chose ne fonctionne pas. Nous le vivons au quotidien. La ville dysfonctionne, les espaces se fragmentent, la cohérence disparaît. Pourtant, nous continuons à avancer sans remise en question, en répétant les mêmes schémas, en reproduisant les mêmes erreurs. La chaîne a perdu ses maillons, mais nous nous accrochons à des bulles allégoriques, à des assemblages de théories que l'on tente de faire passer pour une pensée urbaine. La politique urbaine n'a pas bougé d'un iota depuis l'indépendance. La ville est abandonnée. Ce qui a été construit avant se dégrade, tombe en ruine. Pourtant, la ville continue de s'étendre selon le même modèle figé, d'Alger à Tamanrasset, d'Oran à Annaba. Les mêmes extensions, les mêmes ensembles, les mêmes problèmes.

Ce développement aveugle et uniforme obéit à un dogme périmé, hérité du fonctionnalisme de la Charte d'Athènes, abandonné depuis des décennies par d'autres nations. Mais ici, on persiste, on s'obstine.

Et sur le terrain, c'est un tout autre monde qui se joue. Un monde de pratiques dissociées, où chaque décision parasite la chaîne au lieu de la renforcer. Rien ne ressemble à ces images lisses et idéalisées, ces visions amplifiées par les logiciens d'architecture et de retouche, conçues pour faire rêver mais déconnectées de la réalité.

Un urbanisme qui ne se construit pas, mais qui s'effondre sous ses propres contradictions.

*Architecte-Urbain

Plaidoirie pour un urbanisme durable en Algérie

Par K. Benabdeli

Depuis les années 1990, le concept de « développement durable » s'est invité dans tous les discours tant institutionnels, politiques que sociétaux. Le développement durable est même évoqué dans le Préambule de la Constitution algérienne comme un « cadre » pour « bâtir une économie productive et compétitive ». Le renforcement de la place du développement durable ainsi que de l'environnement est présent dans la réglementation ; c'est dire tout le crédit que semble porter l'Etat algérien à ce concept. Le traitement et la concrétisation du développement durable en Algérie exige un diagnostic réaliste et sans complaisance comme première étape suivi d'un aménagement du territoire comme outil de base pour permettre à ce concept de se réaliser avec authenticité.

Le développement durable est officiellement présenté en Algérie comme la formule magique qui devrait stimuler le développement socioéconomique mais sans tracer une feuille de route à court, moyen et long terme relevant de bases techniques et scientifiques uniquement. Il pourra ainsi se libérer d'une politique néfaste pouvant ankyloser la société algérienne à la recherche de créativité ou de compétitivité neutre et éloignée de tout réseau et d'influence. La société civile intellectuelle éloignée des espaces politiques en lui accordant le droit de critiquer et dénoncer sans risques est vitale pour asseoir les trois principes rendus indissociables par le développement durable : l'efficacité économique, l'équité sociale et la qualité environnementale.

QU'EST-CE QUE L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ?

L'environnement est tout ce qui entoure quelque

chose ou quelqu'un et généralement les gestionnaires parlent de l'Environnement de l'Homme, tandis que l'on doit plutôt qualifier de « Milieu » dans toutes ses composantes et son évolution. Le milieu dit être défini comme un équilibre entre les éléments biotiques ou abiotiques qui entourent un individu ou une espèce et dont certains contribuent directement à subvenir à ses besoins.

Le milieu peut également être défini comme l'ensemble des conditions naturelles (physiques, chimiques, biologiques), culturelles (sociologiques) et géographiques pouvant agir sur les composantes d'un écosystème y compris les activités humaines.

Une question fondamentale se pose pour concrétiser un urbanisme durable : Le développement durable a-t-il vraiment été adopté par la société algérienne ? C'est un projet toujours en suspens qui n'a pas pu se concrétiser pour diverses raisons tant urbanistiques, culturelles, politiques et économiques.

À partir des années 1990, l'Algérie politique s'est donc progressivement à se doter de quelques outils institutionnels, législatifs et même constitutionnels devant donner une place de premier plan au développement durable. La création en 2000 d'un ministère véritablement dédié à l'Environnement, puis un an plus tard, la publication du premier Rapport National sur l'Etat et l'Avenir de l'Environnement et du Plan National d'Action pour l'Environnement et du Développement Durable avec comme politique de donner un peu plus de visibilité et de consistance à cet engagement avec dès 2015 l'adoption de l'Agenda 2030.

Sous l'égide du MAE (Ministère des Affaires étrangères) en 2016 un Comité interministériel de coordination devait apporter des réponses nationales fortes à la mesure des enjeux qu'il annonce et des défis qu'il porte. Ce dernier avait pour mission le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre des ODD en Algérie.

Suite en page 6

Plaidoirie pour un urbanisme durable en Algérie

Suite de la page 5

Face à cet arsenal d'objectifs, l'acteur le plus déterminant qu'est la société civile n'a été que peut sollicitée à titre consultatif pour participer aux planifications ainsi qu'aux décisions relatives au développement durable. Généralement les doléances ou les recommandations de la société civile n'avaient que peu de chances d'être réellement prises en compte.

DIAGNOSTIC URBANISTIQUE

Il suffit de parcourir le territoire algérien pour constater à quel point, en ce qui concerne l'habitat algérien, urbain ou rural, que le fondement d'aménagement durable est absent. Dans ces espaces c'est le désordre, la saleté, l'absence d'esthétisme et une gestion défaillante qui sont des indicateurs indiscutables éloignant les villes et villages algériens du concept de l'habitat durable. Ce constat est réel malgré un Schéma National de l'Aménagement du Territoire en 2001) qui devait tracer une feuille de route vers 2020 pour un développement durable.

Le taux d'urbanisation en 1830 ne dépassait pas 8% de la population totale et il dépassait les 15% en 1886, pour atteindre 26% en 1954. Au lendemain de l'indépendance, ce taux a évolué rapidement passant de 31% en 1966 à 40% en 1977 puis à 50% en 1987, 66% en 2008 et plus de 75% en 2020. La croissance de la population urbaine est estimée en moyenne à 2,5% par an.

Ce taux impacte toutes les villes se traduisant par des difficultés à disposer de foncier urbanisable induisant une densification piétinant toute la réglementation. Cette densification urbaine ignore totalement les impacts qu'elle engendre tel le nombre d'élèves par classe, le ratio en eau, le stationnement, les espaces verts, la cohabitation, etc. fait fi. Saturées, les plus grandes, reportent leurs surplus démographiques sur le territoire des communes avoisinantes.

Après l'indépendance l'Algérie connaît une phase intense d'urbanisation médiocre juste pour parer aux besoins urgents de la population en logements imposé par un exode rural et une démographie galopante. En absence de planification urbaine, le pouvoir politique a tenté de mettre en place une politique dès 1970 axée sur une refonte de l'ensemble des textes réglementaires, la mise en œuvre d'instruments de maîtrise de la croissance urbaine adaptés à la conjoncture. Il s'ensuit une série d'opérations d'urbanisme opérationnel donnant naissance aux Z.H.U.N en 1975 et l'habitat collectif a connu son apogée et continue dans la même voie avec ses conséquences urbaines et environnementales. Plusieurs types et formulations de logement (LPS, LSP, LPA, AADL, LPP, etc.) qui conviennent chacune aux besoins de client et après plus d'un demi-siècle d'Indépendance, le pays se trouve dans un état plutôt médiocre en qualité.

Malheureusement cette politique d'habitat collectif s'est traduite par une altération du milieu de vie caractérisé par une carence en servitudes et équipements indispensables permettant le confort des habitants. L'urbanisation s'est basée sur le COS au lieu du CUS qui permet de réserver à chaque espace sa superficie ; s'ajoute une conception architecturale datant des années 1960 où dominent les barres de bâtiments pourtant abandonnée dans plusieurs pays mais encore en application en Algérie.

L'habitat reste un autre volet ignoré car multidimensionnelle impactant l'aspect physique, culturel et émotionnel et écologique de l'homme.

L'origine rurale des familles avec des pratiques et des habitudes incompatibles avec le logement collectif a été une explication récurrente. Il est vrai que certaines activités comme travailler la laine, rouler le couscous ou laver et faire sécher les tapis ou le linge de maison qui se déroulaient traditionnellement dans la cour ne trouvent pas d'espace dans le logement en hauteur, ce qu'on appelle un problème d'identification à l'es-



pace extérieur. Le problème de la dominance des tours et des barres rend presque tous les bâtiments identiques et caractérisés par une absence d'aménagement des espaces extérieurs induisant tous les maux de cohabitation (bruits, espaces communs, gestion de l'eau, des escaliers, des déchets, du stationnement, etc.)

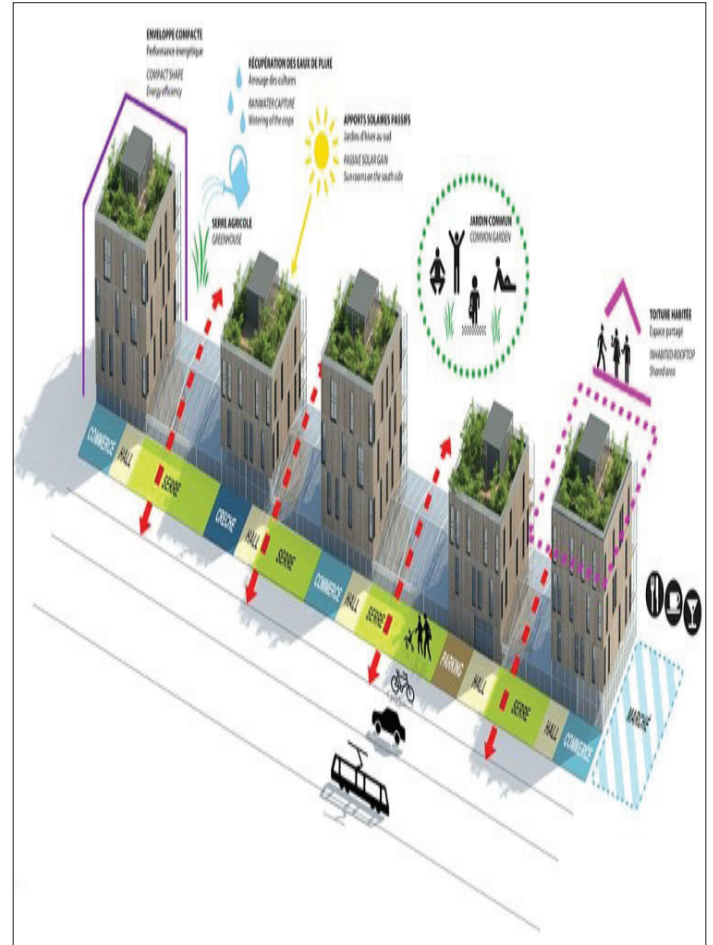
EVALUATION DES RISQUES URBAINS

Le recours à la méthode MADS permet de cibler les dangers et les risques induits par la politique d'urbanisation ; elle cible 7 risques majeurs :

1. Absence de planification urbaine à court, moyen et long terme issue d'un aménagement des territoires ne reposant pas sur des entités homogènes avec une évaluation de leurs potentialités et incluant le SCOT (Schéma de Cohérence des Territoires)
2. Utilisation du COS au lieu du CUS qui prend en charge une réservation des espaces utiles en étalant les bâtiments introduisant la superficie de chaque habitation
3. La superficie moyenne d'espace par habitant ne dépasse pas les 70 m² alors qu'elle devait dépasser les 150 m² pour asseoir un urbanisme durable
4. Les normes d'espaces verts découlant des circulaires : MUCH n°29256/BODG/83/H3 du 29/10/1983 et celle interministérielle du 31 octobre 1984 imposant au moins 10 m² par habitant ne sont pas respectées
5. La densification piétinant quelques règles d'urbanisme en matière d'étages dans les quartiers résidentiels appuyés par des révisions des PDAU qui ne respectent pas les procédures imposées et ne délimitent pas les terrains non urbanisables ouvrant la voie à des abus d'urbanisation et une absence de vision pour la réalisation d'aires métropolitaines
6. L'absence du Schéma de Cohérence Urbaine qui en principe corrige les erreurs et les dépassements induits par les révisions injustifiées des PDAU
7. Absence de structure de gestion des cités et des quartiers tels les syndicats urbains.

QUELLE STRATÉGIE POUR UN URBANISME DURABLE ?

Dans le concept d'habitat il y a lieu de prendre en charge l'habitat collectif qui ne doit pas dépasser R+4 permettant une gestion durable. Dans le concept de l'habitat collectif il faut prioriser le Bloc séparé l'un



de l'autre au lieu des Barres et leurs conséquences ingérables.

Cet habitat urbain devrait s'intégrer dans un espace urbain caractérisé par un coefficient d'utilisation du sol (CUS) gérant l'occupation du sol et la distribution des volumes bâtis. Il est organisé en parcelle qui reste est une unité de propriété ou d'affectation juridique, généralement du sol ou parfois d'un volume, précisément délimitée. Cet espace doit offrir des conditions qui conviennent à la vie et au développement des habitants dans leur quotidien en leur fournissant leurs besoins.

Bases fondamentales permettant un urbanisme durable

Il est totalement utopique de réaliser un urbanisme urbain en ignorant les quatre piliers fondamentaux que sont : le bloc, la cité, le quartier et le secteur urbain. Ces derniers doivent obéir à une programmation et une planification résumée dans le tableau suivant

| Structures | Superficie en m ² | Logements | Habitants |
|------------|-------------------------------------|-------------|-------------|
| Bloc | 250 | 20 | 80 |
| Cités | 20 blocs soit 5000 m ² | 400 | 1600 |
| Quartiers | 80 blocs soit 20 000 m ² | 1600 à 1800 | 6400 à 7000 |
| Secteurs | 200 blocs | 4 000 | 16 000 |

Les qualités urbaines reposent sur une bonne utilisation du site, et la pertinence de sa transformation par un projet durable qui doit s'exprimer en 3 points : qualité d'implantation, transformation du site et qualification des espaces urbains. La qualité d'implantation relative à la position du bâtiment dans le plan de masse et en volume pour gérer les contraintes de cohabitation, de nuisances et d'environnement. Le projet doit prendre en considération le potentiel du site : orientation, ensoleillement, vues et foncier (parcelaire, mitoyens, création des divers espaces. Les facteurs climatiques sont à intégrer avec toutes ses dimensions en matière d'isolation thermique et phonique et de circulation. Il convient de limiter l'impact négatif du projet en marquant le respect de l'échelle, en créant des volumes accordés au contexte et en tenant compte des vues et de l'ensoleillement des voisins ; et aussi favoriser l'impact positif sur son environnement.

Les mesures urgentes à concrétiser doivent reposer sur un arrêt d'urbanisation des villes dépassant les 300 000 habitants et opter pour le concept d'agglomération urbaine issue d'un SCOT (Schéma de cohérence des territoires). La sécurité alimentaire brandie doit interdire toute urbanisation des terres agricoles ce qui n'est pas le cas puisque chaque année c'est entre 6 et 10 000 hectares de terres agricoles qui sont urbanisées. La région des hauts plateaux à urbaniser ainsi que la partie septentrionale du Sahara offrant des superficies importantes. Il suffit d'équiper

ces territoires en moyens de transport efficaces et rapides.

Conclusion

À l'heure actuelle du développement durable, de la rénovation urbaine et de la recrudescence des piétinements de la réglementation urbaine durable, il y a lieu d'opter pour les 4 actions suivantes :

- En premier lieu, interdire toute extension urbaine sur les terres agricoles et stopper le développement spatial des villes en optant pour la création d'aires métropolitaines associant une grande ville avec sa périphérie offrant des possibilités foncières dans un

rayon de 50 km au moins.

- En second lieu, assurer une gestion durable des espaces urbanisables et urbanisés à travers une vision spatiale induite par un SCOT permettant de sauver les terres agricoles de l'urbanisation. Assurer une qualité d'habitat supérieure à celles des logements existants à travers une pérennité du logement, sa solidité, sa durabilité, son confort thermique, acoustique et services annexes de gestion avec une qualité des volumes extérieurs et intérieurs et une personnalisation des logements, etc. L'urbanité doit s'insérer dans le paysage avec les divers fonctions et usages des espaces publics, qualité environnementale, places publiques, jardins publics, espaces verts, commodité urbaine (trottoirs, chaussées, stationnement, etc.

- En troisième lieu, affirmer que les types d'habitats construits répondent à la diversité des besoins actuels et futurs des familles et surtout aux nouveaux et futurs modes de vie en tenant compte de l'évolution des familles et des modes d'habiter. Les exigences environnementales et de développement durable (espaces verts, places publiques, jardins publics, infrastructures, équipements, espaces de loisirs).

- Respecter la stratégie d'organisation spatiale de l'habitat en passant par le bloc, la cité, le quartier et le secteur permettant de gérer durablement l'habitat avec des syndicats au niveau de chaque quartier.

Par K. Benabdelli

*Pr Management Environnement

Nos routes continuent de tuer : à croire qu'elles sont devenues accidentogènes !



Par Cherif Ali

Dans des moments de colère et de rage incontrôlée, des âmes, à bout de patience, perdent leur minimum d'indulgence jusqu'à commander haut et fort aux fous du volant d'aller braver la mort loin des proximités communes. Une manière d'affirmer que ceux qui ont des penchants suicidaires devraient aller chercher le suicide ailleurs sans exiger leur accompagnement dans la mort par des personnes innocentes.*

Loin d'être un problème algérien, les accidents de la route sont un véritable fléau planétaire. Selon l'OMS, ce sont près de 1,4 million de personnes qui trouvent la mort tous les ans sur les routes.

Les Nations unies ne sont pas restées sourdes face à ce macabre constat et ont lancé dès 2011 une campagne intitulée « Une décennie d'actions pour la sécurité routière », avec l'objectif de préserver la vie de 5 millions de personnes sur les routes du monde entier.

L'insécurité routière est même devenue la 8^e cause de mortalité dans le monde ; en principe, le gouvernement de Nadir Larbaoui doit, non seulement, l'inscrire parmi ses priorités, mais surtout proposer des solutions pour freiner l'hécatombe qui reste, surtout, la première cause de décès des jeunes Algériens de 15 à 21 ans.

Elle constitue un grand problème de santé publique dans le monde, pas uniquement en Algérie, où chaque jour au moins 12 personnes sont tuées sur la route tandis que 178 autres se blessent.

Ce qui est de nature à préoccuper les pouvoirs publics qui s'activent avec tous les moyens dont ils disposent pour éradiquer, ou pour le moins réduire les accidents et leurs lots de drames humains.

Ce qui a été le cas de l'Assemblée populaire nationale (APN) qui avait, il y a peu de temps, organisé une Journée parlementaire sur « La sécurité routière, conscience citoyenne, législation et stratégie d'Etat ».

Le thème avait traité des causes de ce phénomène ravageur et des contours d'une nouvelle stratégie à établir pour endiguer le drame des accidents de la route.

Devant un parterre composé de parlementaires, d'universitaires et des représentants des corps constitués et des médias, le président de l'APN, Brahimi Boughali, tout en rappelant les efforts consentis par l'Etat à travers l'élaboration de textes répressifs contre les contrevenants au code de la route, a tenu à préciser que le président Tebboune a placé ce dossier parmi les priorités de son programme. « Cela démontre que la situation a atteint un seuil inacceptable et il faut agir par tous les moyens pour arrêter l'hécatombe » !

Toutefois, force est de constater que les pouvoirs publics, au lieu de briser cette spirale infernale des accidents de la route, se perdent en conjectures et placent le débat sur l'opportunité du « permis de conduire à points ».

Pire, note un editorialiste, on réfléchit sur la nécessité d'augmenter les tarifs de contrôle technique et de certaines vignettes, plaçant ainsi l'esprit mercantile avant la sécurité des usagers de la route !

Pour mémoire, rappelons qu'un ancien ministre de la Communication s'est, courageusement, saisi du problème. Toutefois, il n'avait pas fait référence aux objectifs tracés par les Nations unies, mais peu importe, dès lors où l'intérêt est le même, à savoir préserver la vie humaine.

Il s'était alors contenté de faire jouer aux

journalistes un rôle de commentateurs pour répéter, inlassablement, comme tous les spécialistes de la question, que l'augmentation des accidents est due à l'état des routes, à la défaillance des véhicules et à l'imprudence des conducteurs !

Il faut dire qu'à lui seul, il lui aurait été difficile de mettre en œuvre un plan d'action sans empiéter pour autant sur le domaine de compétence de ses autres collègues ministres, sachant que la sécurité et la prévention routières ne peuvent trouver leur solution en dehors de la concertation et l'intersectorialité qui les caractérisent.

En effet, le renforcement de la prévention routière s'avère être une mission compliquée, puisqu'une telle politique implique la participation de différentes institutions, sans compter les forces de police et de la Gendarmerie nationale.

Chez nous, faut-il le dire, on se contente, bon an, mal an, de spots pour appeler à la prudence et au respect du code de la route.

Ce qui confère à l'action un sentiment de déjà vu et de déjà entendu !

Pour autant, le rôle des médias est nécessaire et la radio a tous les attributs de proximité et de rapidité pour être l'acteur de cette campagne qui aura l'avantage et le mérite d'accompagner les conducteurs algériens sur les routes et les autoroutes, en diffusant au quotidien des messages de sagesse, de retenue, de respect du code de la route et surtout de la vie humaine.

En France, par exemple, une enquête a été menée sur les 15 années de campagnes précédentes de prévention routière. Elle a démontré que dans l'esprit des personnes interrogées, ces campagnes successives renvoient plus à « l'inéluctable qu'à la prévention » et que le problème est chez les autres !

Un spécialiste des politiques publiques de sécurité a écrit également que le succès d'un slogan tel que « Boire ou conduire, il faut choisir » ne doit pas faire illusion sur son efficacité réelle pour changer les comportements. Même une personne qui a déjà subi un contrôle d'alcoolémie positif aura, souvent, tendance à considérer « qu'elle maîtrise sa résistance à l'alcool, qu'elle est un bon conducteur et que ces campagnes s'adressent aux autres » !

Les années suivantes, les campagnes ont été retravaillées sous un angle différent pour impliquer davantage les usagers de la route.

Les phrases-clés deviennent ainsi : « Faisons la route ensemble », « Ensemble, on est sur la même route » et « Savoir conduire, c'est savoir vivre ».

L'année d'après, la campagne se disait avec des images chocs, qui montrent frontalement les conséquences d'une conduite sous emprise de l'alcool !

Les responsables ont, par la suite, préféré alterner et jouer de tous les registres, y compris l'humour, estimant comme dans d'autres pays où le taux de mémorisation de l'humour est bien supérieur à celui de la violence.

EN 2018, L'ALGÉRIE ÉTAIT CLASSÉE À LA TROISIÈME PLACE MONDIALE APRÈS L'ARABIE SAOUDITE ET LA JORDANIE EN TERMES DE DÉCÈS DUS AUX ACCIDENTS DE LA CIRCULATION !

Avec un accident toutes les 20 minutes et un décès toutes les 3 heures, notre pays caracole toujours en tête de liste dans ce championnat macabre à cause du facteur humain, qui est à l'origine de 90% des drames, selon tous les spécialistes et organismes dont le Centre national de prévention et de sécurité routière (CNPISR).

Certes, une nouvelle structure a été créée à l'initiative du gouvernement : c'est la Délégation nationale de prévention et de sécurité routière !



Elle est missionnée pour explorer et faire faire introduire les solutions les plus appropriées pour mener une lutte continue et plus efficace contre la multiplication effrayante des accidents de la route.

En attendant, les statistiques sont mauvaises et la structure mise en place n'apporte rien de vraiment nouveau pour résorber le trop-plein des accidents routiers.

IL Y A LES ADEPTES DE LA RÉPRESSION À OUTRANCE SUR LE BORD DES ROUTES ET CEUX QUI PRÉCONISENT LA SENSIBILISATION

Décider aussi de mettre en place une Délégation nationale pour la sécurité routière tout en ayant sous la main un « Centre national de la prévention et de la sécurité routières » est susceptible d'engendrer des conflits de compétences préjudiciables aux actions et aux objectifs recherchés.

De ce qui précède, l'on retient tout de même la bonne volonté des autorités algériennes, et à leur tête le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, qui semblent, cette fois-ci, avoir intégré cette question de la violence routière.

QUESTION CRUCIALE AU DEMEURANT, QUI A AMENÉ DES HOMMES D'ÉTAT À S'EN SAISIR DÈS LEUR INVESTITURE !

Jacques Chirac, par exemple, peu après sa réélection en 2002, où il a inscrit dans son programme la sécurité routière comme l'un des trois chantiers prioritaires de son nouveau quinquennat avec deux autres thèmes plus consensuels : la lutte contre le cancer et l'insertion des handicapés !

Et son Premier ministre d'alors, Jean Pierre Raffarin, avait affirmé, pour sa part : « On ne peut plus parler de l'insécurité routière avec des mots qui montent, mais avec les vrais mots, les mots de violence, de délinquance, les mots, quelquefois, d'assassinats » !

Le président Tebboune avait, pour sa part, instruit le Premier ministre d'alors, à l'effet de tenir au plus vite un Conseil interministériel sur ce fléau qui, hélas, a placé l'Algérie parmi les pays les plus accidentogènes.

Conscient de la gravité du problème, il avait fait observer une minute de silence à la mémoire des accidentés d'El Oued à partir de Berlin, où il participait à un sommet sur la Libye !

Pour conclure, avec ces questionnements :

1. Pourquoi les routes de l'Algérie sont accidentogènes ?
2. Comment expliquer la recrudescence des accidents de la route dans un pays où la réglementation routière est réputée pour son aspect répressif ?
3. Le permis de conduire à points est-il la solution pour réduire l'insécurité sur nos routes ?
4. Le traditionnel cours de prévention routière présenté en début d'année scolaire à l'attention des élèves devra être revu et repensé pour obtenir de meilleurs résultats en matière de réflexes de sécurité dans les périmètres urbains. Le spectacle des élèves collés à l'écran de leur téléphone au sortir des enceintes éducatives est encore saisissant. La mise à niveau pédagogique devra s'étendre à de nombreux conducteurs, concernés par un retour à l'auto-école en cas de non-respect du code de la route.**
5. Dans un secteur aussi névralgique que celui de l'éducation nationale, les affectations concernant le transport des élèves devraient obéir à la même rigueur que dans l'installation des personnels d'encadrement des établissements scolaires.**
6. En règle générale, dans le transport des voyageurs, il n'y a aucune marge de manœuvre pour intégrer des considérations ou des contraintes financières s'agissant de l'entretien et du renouvellement du parc roulant, de même qu'il est impérieux de resserrer les exigences dans le recrutement du chauffeur de bus, un métier se rapprochant plus d'un sacerdoce que d'une course au gain de temps et d'argent.**

Les autorités ont beau miroiter le bâton et le gourdin, la folie dans les routes continue. A croire que plus les vis sont serrées et plus les écrous se ramollissent pour laisser penser que la dégénérescence mentale des chauffards est devenue leur principale décontenance et d'affirmation. Les écrivains ont transformé le permis de conduire en permis de tuer. Le précieux document n'a plus aucune valeur pour ceux qui ont la culture du partage de l'espace commun. Ceux-là, ils ont fini par désapprendre les règles de la conduite. Ils sont en passe de ne plus conduire puisque le code de la route a perdu son sens et son essence. *

***LES ROUTES ET LES PENCHANTS SUICIDAIRES**

Par Abdou BENABBOU (Le Quotidien d'Oran)

**Audit accidents par Djaffar Tamani (El Watan)

Accès à Dieu, accès au réel

■ Culture, économie et politique

Nous nous racontons des histoires. Il y a celles qui marchent et celles qui ne marchent pas. Il y a des mensonges qui ne font du tort à personne et qui prennent soin du lien. Ils ne sont pas faits pour tromper.

Par Arezki Derguini

Il y a des vérités qui font du tort, ne se pré occupent ni de ce qu'elles font ni de la relation. La vérité a toujours besoin d'être enveloppée d'une bonne intention pour être bonne à dire^[1]. Si les choses sont ainsi, c'est que nous avons une certaine définition de la vérité, c'est que la justice ne conduit pas à la paix. On peut dire que l'objectivité sème la discorde entre les gens en voulant faire de la concorde sans eux et d'une mauvaise manière. Cela est patent dans les pays tiers démunis d'institutions régulières et d'expériences sociales.

SAVOIRS, POUVOIRS
ET MÉTAPHYSIQUES

Dans une société de tradition musulmane, l'accès à Dieu est sans intermédiaire, mais plus collectif qu'individuel. Dans une société de tradition catholique, l'accès à Dieu passe par un clergé, une communauté ecclésiastique, mais plus individuel que collectif. Dieu est distinct, au-dessus, de sa création. L'extériorité du réel par rapport à la société est instituée par ce rapport. L'Homme est extérieur au monde, comme Dieu dont il est l'image. Mais alors que le monde appartient à Dieu, l'Homme n'en est que l'utilisateur. L'Homme hérite de Dieu, un rapport d'extériorité et d'appropriation du monde. Le rapport divin d'extériorité est un rapport de domination. Le rapport humain d'extériorité est un rapport d'appropriation. Dans la culture chinoise, à la place du rapport d'extériorité du divin au monde, il y a un rapport d'intériorité du Tao. Le Tao transforme le non-être en être, l'énergie en matière. Le rapport de l'Homme au monde, foncièrement, n'est pas de domination, mais d'identification. On ne s'approprie pas les choses, on est dans le cours de leur production et reproduction.

Avec le développement de la société marchande, la communauté religieuse occidentale se différencie en communautés du savoir profane et du savoir religieux. La compétition sociale, la lutte pour la monopolisation de la production du savoir, destitue la communauté religieuse, arc-boutée sur une monopolisation qui n'en a plus les ressources.

Pour la communauté marchande du savoir, le dialogue avec Dieu ne passe plus par la communauté religieuse, mais par le réel où Dieu a déposé ses lois ; le dialogue passe désormais par le déchiffrement du Grand Livre de la nature (Galilée Galileo). Du dialogue direct par la connaissance des textes, on est passé au dialogue indirect par les lois de la nature. Nature que le marchand doit s'approprier et dont il doit se rendre désormais propriétaire. Dieu, hors de sa Création, est devenu Dieu dans la création, non pas Dieu vivant, mais absent et subsistant dans ses commandements à la nature. Nous sommes

en présence de deux Dieux, l'un, de la communauté religieuse, hors de la Création, l'autre, de la communauté marchande, présent par ses lois dans la Création. Le Dieu hors de la Création n'a plus d'intérêt pour la communauté marchande qui s'est approprié les lois de la nature. Les lois de la nature n'ayant plus besoin de leur Créateur, celui-ci qui s'étant retiré ne légifère plus. L'appropriation domination de la nature par l'Homme chasse l'ombre de Dieu de la nature, le nouveau maître prend la place de l'ancien qui s'est retiré. Nous ne sommes pas ici en culture musulmane et pas du tout en culture chinoise.

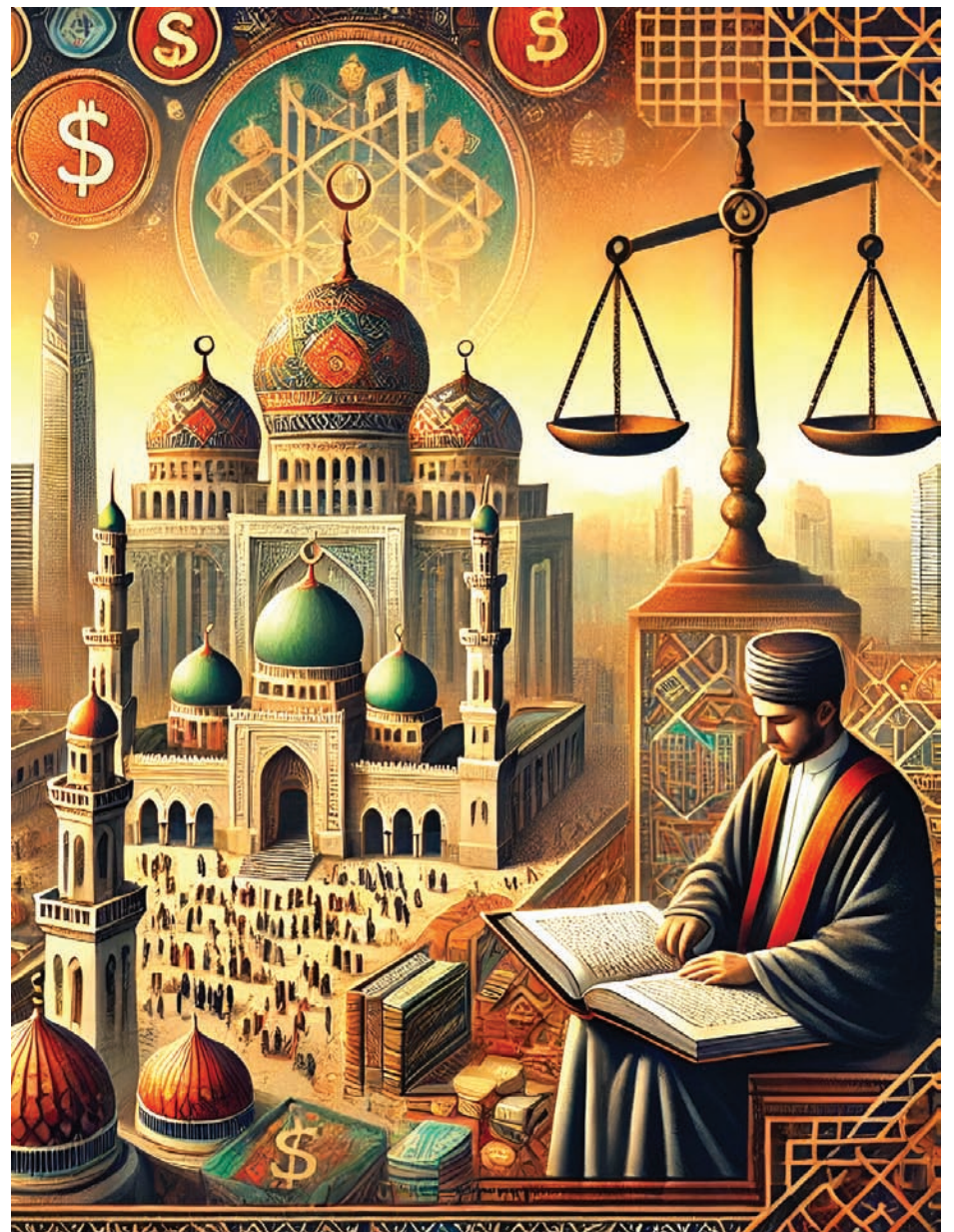
Développement de l'activité marchande et de l'activité scientifique allant de pair, la métaphysique sous-tendant la pratique scientifique ne sera plus pensée... jusqu'à ce que la maîtrise de la nature soit remise en question. Avant une telle remise en question importait ce que l'on pouvait faire avec les régularités et irrégularités de la nature. Du dialogue entre Dieu et la communauté religieuse, on est passé au dialogue entre la communauté marchande du savoir et le réel. La hiérarchie marchande du savoir héritant sa position et son rapport au réel de la hiérarchie religieuse déclassée par le cours de la vie matérielle et la compétition sociale. Le rapport de la société au réel est devenu un rapport extérieur d'appropriation et de domination. La marchandisation du monde enlève à Dieu l'attribut de propriétaire qui lui était réservé par la religion.

Or, il semblerait que ce soit ce rapport d'extériorité et de domination qui soit remis en cause aujourd'hui : bien que ni la société n'ait jamais été extérieure à la nature ni l'observateur extérieur à l'observé, c'est le rapport de domination qui a fait de cette extériorité une nécessité. Cette extériorité finissant par échapper à la domination de la société, l'asymétrie entre nature et société est rompue et devient propice au renversement.

La nature ayant été agissante d'abord du côté de la société (Anthropocène), elle commence maintenant à passer du côté de la nature. L'activité de la nature, dans la société, de globalement constructive jusqu'alors se révèle davantage disruptive. La nature est sortie de son statut passif, elle proteste contre les échanges qui lui sont proposés.

Pourquoi ne fait-on pas le rapport entre le développement scientifique en Occident, sa reprise en Asie orientale et son absence en pays musulman ? C'est que la Science est production de la culture ici, enrichissement de la culture là et destruction là-bas. Ne se rend-on pas compte qu'elle renforce l'homme et la société ici et l'affaiblit là ?

Pourquoi l'Occident peut-il se vanter d'être le peuple élu de la Science ? C'est que, dans ce rapport de la société musulmane à la nature, la société travaille avec une métaphysique qui n'est pas la sienne. La société n'a pas de réel dialogue expérimental avec la nature, qui est aussi



un dialogue avec Dieu. Pour la société chinoise, le dialogue expérimental avec la nature est aussi un dialogue avec le Tao.

«LA MEILLEURE FAÇON
D'APPRENDRE EST DE
RÉSOLVRE DES PROBLÈMES.»^[2]

Pour comprendre Donald Trump, il faut comprendre pourquoi il a trouvé le succès à la différence des autres candidats, d'esprit rationaliste. Il est dans les sentiments du public qu'il travaille. On parlera de populisme pour mettre la question sur la voie rhétorique du rationalisme et de ses dichotomies. Il ne méprise pas les sentiments, il sait que ce sont les moteurs de l'action. Action que veulent se réserver les financiers au travers des experts et en en exclure les ignorants.

Il est traité de populiste par ceux qui ont choisi la voie de la Raison pour s'adresser aux électeurs. Ils pourront en cours d'exercice substituer leurs raisons aux raisons des électeurs. La dichotomie entre croyance et savoir est en train de rompre, soit la dichotomie entre ceux qui croient et ceux qui savent, pas encore cependant en faveur du savoir et de la complémentarité des deux termes, mais en faveur de l'irrationalité dans laquelle le Savoir a voulu contenir la croyance. Il est peu probable que Trump veuille rétablir la complémentarité de la croyance et du savoir, de ce que les gens croient et de ce que les experts savent, i.e. que le savoir soit autant partagé que la croyance ; il est plus manifeste qu'il veuille davantage affranchir les croyances du savoir. Son climatisme-scepticisme le suggère. Cela pour mieux servir la puissance américaine, la puissance des puissants, qui seule compte vraiment, est seulement vraie.

L'idée doit affecter le sentiment, l'explicitier et le clarifier, pas le neutraliser ou l'éradiquer. Le sentiment nourrit en retour l'action pour objectiver l'idée. Donald Trump travaille donc avec les sentiments du public, il s'accorde avec les uns et se désaccorde avec d'autres. Il refuse de se laisser égarer par quelques raisonnements. Il ne craint pas de descendre dans la joute. Il ne vise pas à fabriquer du raisonnement public, c'est là la tâche d'autres acteurs. Il différencie les publics. Il refusera ceux qui s'efforcent de l'arraisonner, il recherchera ceux qui instruiront son combat. Il s'identifie aux électeurs afin d'ob-

tenir des électeurs qu'ils s'identifient à lui. Ce que ne font pas et ne sont pas capables de faire ses concurrents qui l'accusent de mentir et qui se rabattent sur un programme concocté par des experts. Il engage un combat des sentiments, au ras de la société contre des raisonnements abstraits, un combat aérien. Ceux qui présentent des programmes à leur public interpellent chez l'électeur non l'identification dans le représentant, mais une reconnaissance de l'intérêt de l'électeur dans le programme. Quelle possibilité de succès pour l'un et pour l'autre ? L'un demande au public ce qu'il peut lui donner (suis-je comme toi, me crois-tu ?), l'autre ce qu'il ne peut pas obtenir (retrouves-tu tes comptes dans mes comptes ?). L'un dit : on va voir ce qu'on peut faire ensemble, l'autre demande à un électeur, sans équipement scientifique, ce qu'il ne peut pas lui donner (le rapport de l'intérêt individuel à l'intérêt collectif, du micro au macro). Quand le savoir ne conforte pas la croyance, le croyant se rabat sur la confiance, non pas dans le savoir, mais en la personne. Le charisme de la personne (M. Weber) prend la place de la confiance dans le collectif, sur lequel il compte pour restaurer celle dans l'institution.

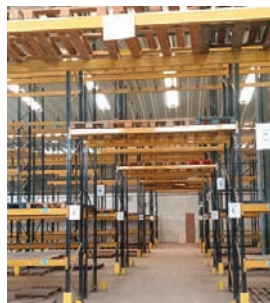
Profitons-en pour signaler que la confiance dans les institutions est confiance dans des habitudes qui ont prouvé leurs bienfaits à partir d'un exemple particulier, celui d'une personne au comportement extraordinaire. Personne extraordinaire qui ne manquera pas aujourd'hui d'être bien équipée. Ce n'est donc qu'en offrant des exemples extraordinaires aux conséquences heureuses que l'on peut instaurer de nouvelles institutions. Ce n'est pas le laisser-faire abandonné à des puissances occultes qui pourrait y conduire.

Suite en page 8

Notes :

1. Dans la pensée chinoise, le vrai, le bon et le beau ne sont pas des catégories séparées, mais des aspects d'une même réalité harmonieuse. Ils sont tous ancrés dans l'idée d'alignement avec le Dao (pour les taoïstes) ou avec les principes éthiques et sociaux (pour les confucianistes). Le réel, quant à lui, est perçu comme un processus dynamique et relationnel, plutôt que comme une entité fixe ou objective. Cette vision holistique contraste avec les approches dualistes ou analytiques souvent présentes dans la philosophie occidentale. (Deepseek)
2. Arthur Koestler, Le Cri d'Archimède.

Publicité

Vend ensemble de rayonnages lourds
(Racking importation).

12 ml de haut /650kg par m². Disponible pour un espace de stockage de l'ordre de 1.300 m². Très bon état.

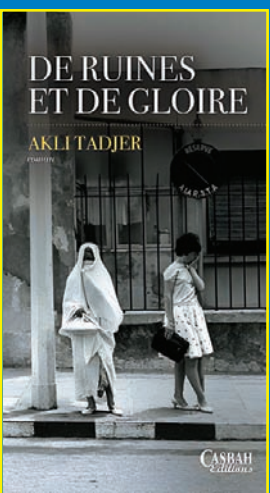
Site: Oran. Contact / mail : norc.activ25@gmail.com

Tel: 0658.54.00 45 / 0675 68.76.97



Passé Présent

Médiatic
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Des ruines et de gloire.
Roman de Akli Tadjer,
Casbah Editions,
325 pages, 1.400 dinars

Après sa prestation de serment d'avocat, à Paris, où il a effectué ses études de droit, Adam El Hachemi Aït Amar est revenu (avec son père) en Algérie. Avec, pour idée, de défendre ses compatriotes subissant encore le joug colonial. Nous sommes en 1962, juste avant les négociations devant aboutir aux Accords d'Evian, en mars.

Collaborateur d'un avocat d'origine européenne, libéral politiquement, ne voilà-t-il pas qu'il se retrouve défenseur d'une activiste, proche de l'OAS, mortellement pro-Algérie française, Emilienne Postorino.

Respectant beaucoup plus les

termes de son serment que ses sentiments nationalistes, il va s'engager pleinement dans la prise en charge du dossier et, en attendant le procès qui s'éternise au vu de la situation assez confuse régnant à Alger à la veille du cessez-le-feu, l'auteur nous raconte les états d'âme du jeune homme qui ne sait plus où finit la justice et où commence le patriotisme.

A tout cela se greffent deux histoires d'amour, l'une contenue avec la prisonnière et l'autre déclarée avec Irène Konstantopoulos, une employée européenne du cabinet d'avocat et les aventures maquisardes, du côté d'El Kseur, du père toujours sur les traces de ceux qui ont martyrisé Zina, sa bien-aimée.

Bien sûr, tout est bien qui finit bien..., pour (presque) tous et toutes.

L'Auteur : Né en 1954 à Paris. Auteur de plusieurs romans (et d'un essai à succès : «Qui n'est pas raciste, ici ?», Lattès 2019) dont trois adaptés à la télévision : «Les ANI du Tassili», «Le Porteur de cartable» et «Il était une fois... peut-être pas». Plusieurs livres à succès, dont «Le Porteur de cartable», «La meilleure façon de s'aimer»... et... «La Reine du tango» (2006) qui a reçu le Prix Nice Baie des Anges. Ses romans sont traduits dans de nombreux pays. Sa bio-express indique qu'il poursuit son exploration des liens entre la France et l'Algérie pour mieux tisser notre histoire commune.

Extraits : «Que ce soit à Alger ou à El Kseur, le comité d'accueil est le même : l'armée. Ils vous dévisagent de travers, vous malmènent, vous palpent, éructent les mêmes grossièretés aux récalcitrants qui en ont ras le turban de se faire con-

trôler» (p 51), «Peut-on faire sa vie avec quelqu'un sans être sûr de ses sentiments ? Je connais des tas de gens qui vivent ensemble sans s'aimer, s'aimer à fond, je veux dire. Ils s'aiment à l'usure. Je ne parle même pas de nos mariages arrangés ou forcés, où ni l'un ni l'autre ne se connaissent, pour le pire ou le moins pire. Il se peut pourtant que le bonheur survienne entre ces deux inconnus, mais il faut bien admettre que cela tient du miracle» (p 253).

Une histoire parcourue Avis de «fraternité» au sein d'une société coloniale en plein naufrage et débandade. Un équilibre difficile à tenir et il fallait tout l'art de l'auteur pour y parvenir. Se lit d'un trait... sans convaincre cependant.

Une remarque : le quotidien «Alger Républicain», maintes fois cité durant la période, ne paraissait plus, ayant été interdit par les autorités coloniales le 1^{er} septembre 1955 (et, El Bassaïr seulement en avril 1956) et n'a repris que le 18 juillet 1962.

Citations : «On ne libère pas un peuple, un peuple se libère par lui-même» (p 63), «Il y a trois sortes d'avocats : ceux qui se soumettent aux lois, au-dessus ceux qui les refusent, au-delà ceux qui s'en imposent (...). Pardon, j'en oublie une, les avocats hors-la loi, ceux qui n'écoutent que la loi de leur cœur» (Me Jacques Vergès cité, p 108), «Avant de soigner les hommes malades de l'injustice, il fallait d'abord soigner les hommes qui font la justice» (p 147), «Vos pieds (note : ceux d'un pied-noir) sont ici, mais votre tête est restée là-bas. C'est ce que j'appelle l'esprit colonial» (p 268), «L'essentiel, c'est l'audace, l'amour, la liberté» (p 270).

L'Auteur : Voir plus haut
Extraits : «Après la guerre, nous n'avons eu ni remerciements ni reconnaissance, pas même une petite breloque, pour dire... À la vérité, nous n'attendions rien et nous n'avons pas été déçus. Aux yeux des Français, nous sommes restés ce que nous n'avons jamais cessé d'être : des colonisés corvéables à merci. Mais là n'est pas le principal, ce qui nous rapproche et nous unit, c'est cette soif de justice et de liberté» (p 123).

Un auteur facile à lire et à Avis comprendre grâce à sa maîtrise de l'écriture et au rythme du récit. Cela va vite, très vite, mais pas trop. Peut-être un peu trop tendre à l'endroit des autres... de ceux, il le sait, qui ne nous aiment pas. En attendant, assurément, la suite... certainement la guerre de libération nationale en France même ou... en Algérie. Le troisième volet de la fresque.

Citations : «Sans utopie, il n'y a pas d'avenir possible» (p 101), «La liberté, c'est refuser ce qu'on ne veut pas faire» (p 198). (Fiche de lecture déjà publiée in almanach-dz.com/société/bibliothèque dalmanach, août 2023. Extraits pour rappel)

Accès à Dieu, accès au réel Culture, économie et politique

Suite de la page 8

EXPERTS ET POLITIQUES,
CONSTRUCTION DES
PRATIQUES ET DES COLLECTIFS

Les économistes ont beau savoir d'expériences passées que les taxes vont augmenter les prix et affecter le pouvoir d'achat des consommateurs, mais ils n'accompagneront pas l'expérience des électeurs ni leur approbation désapprobation. Ils ont pensé à la place des électeurs, à partir de quels observatoires ? À partir de quelles machines à penser ? Les intelligences artificielles que l'on craint aujourd'hui, ne se rend-on pas compte qu'elles étaient déjà dans nos têtes avant que nous les objectivions en hard et soft ? Ils empêcheront ces derniers de constater et de savoir ce qu'eux savent ou sauront. *Ils vont retirer le problème et la solution des mains des travailleurs et des politiques.* Les experts sont ainsi les instruments d'une dépossession de la capacité de décision des électeurs par les politiques. Au lieu d'être le troisième terme d'une coopération entre électeurs et politiques dans la construction des collectifs de savoir et de pouvoir.

Les taxes douanières vont effectivement créer des emplois et affecter le pouvoir d'achat. Mais pas n'importe quels emplois et pas n'importe quel pouvoir d'achat. *Il faudra voir pour savoir.* On verra au ras du sol qui en a perdu, ce qu'il faut faire pour eux, peut être distingué parmi eux ceux-ci et ceux-là, s'il faut aider ceux-ci et pas ceux-là, jeter dans la rue ceux-là et abriter ceux-ci, mettre en prison ceux-là ou laisser dormir dehors ceux-ci, les renvoyer chez eux, à la campagne ou à l'étranger, selon les cas.

Ce n'est pas le point de vue des experts qui planent au-dessus de la réalité, qui compte en démocratie, mais ce que vivent les électeurs. Et les électeurs ne sont pas une masse indifférenciée ou une collection d'agréats, ce sont des vies particulières. Ils forment des coalitions qui se disputent et s'entendent entre elles. Les politiques échouent (l'autoritarisme est une forme d'échec) s'ils écoutent des experts qui les écoutent, mais n'écoutent pas le tumulte des passions de leurs électeurs. Les politiques échouent surtout s'ils ne réussissent pas à transformer ces passions en actions bénéfiques. Ce en quoi les experts, moins intéressés directement, peuvent aider étant donnée leur capacité d'instruction des demandes et des offres sociales. Donald Trump veut des experts qui répondent aux électeurs que lui-même écoute. Il veut des experts particuliers pour des électeurs particuliers. Il veut associer la puissance des puissants (de la technologie) à celle d'une masse consciente d'elle-même (la «race» anglo-saxonne). Nous sommes en présence d'une politique au service d'une économie et d'une économie au service d'une politique, qui, pour exister cependant, rappelons-le, doit pouvoir ainsi marcher.

Politiciens et experts sont des traducteurs d'offres et de demandes qui doivent se compléter, se traduire l'une dans l'autre, pour réussir. L'offre et la demande sont sociales, autrement dit, impliquent des collectifs : l'investissement et son résultat dépendent de ce que la société peut et veut donner et obtenir. Conseiller à la société de faire autre chose que ce qu'elle peut faire, c'est échouer ; de même si on lui demande ce qu'elle ne peut pas donner.

L'expert ne fait qu'explicitier, que mesurer ce que la société peut donner et aura fait et obtenu. Il décrit des états et des processus. Le politique ne peut qu'explicitier ce que la société veut donner et veut obtenir. Il aide les collectifs à se construire à la fin de réaliser un objectif commun. Tous deux sont nécessaires pour faire faire société dans le cadre d'une expérimentation collective. S'ils sont portés au-dessus des travailleurs et des consommateurs par moments, ils restent entre eux et avec

eux, comme les maillons d'une chaîne, complétant par endroits et disruptant en d'autres, pour réaliser une expérience collective. Ils sont avec les individus au départ de ce qu'ils peuvent et veulent et entre ce qu'ils peuvent et veulent dans le processus de formation des collectifs, de leurs capacités et de leurs velléités.

Deux dichotomies font beaucoup de tort à la réflexion économique, celle entre marché et démocratie, corrélative à celle dissociant les préférences collectives des préférences individuelles. On n'accorde pas à la démocratie, mais au marché, la formation des préférences collectives. Le marché politique étant soigneusement disjoint du marché économique.

LA SOCIÉTÉ CIVIQUE

On ne peut prendre l'ensemble des choses que par le bout de l'une d'entre elles et la société civile que par ses sentiments. Les sentiments sont ce qui pousse à l'action. Il faut opposer au concept de société civile, produit de la société marchande, celui de société civile, dérivée de la famille. «Le problème n'est pas simplement une question de règles et de réglementations. Il s'agit en réalité d'un attachement émotionnel... Le problème est de savoir comment faire de Singapour plus qu'un simple hôtel agréable où séjourner, comment en faire un foyer qui vaut la peine d'y vivre et d'être entretenu... Il ne suffit donc pas d'améliorer le niveau de vie ou la qualité de vie... cela, nous pouvons l'obtenir dans n'importe quel complexe hôtelier cinq étoiles. Ce n'est pas suffisant. Ce qu'il nous faut, c'est un esprit de corps – et l'argent ne peut pas l'acheter.» «Sans lutte, l'esprit de corps ne se développe pas. C'est grâce à la lutte que se développent de puissantes loyautés»^[1].

Une société entre la famille et l'État, plutôt qu'entre le marché et l'État, et donc avant le marché. Un marché compris dans une société non marchande, à la base et autour du marché, l'internalisant et l'englobant (société civile), et une autre au sommet du marché (société non marchande étatique) émergente du marché. Les individus ne peuvent pas être laissés à leurs seules préférences individuelles à l'entrée du marché et à sa sortie. C'est cela la société civile.

Dans les sociétés capitalistes, la société marchande a tendance à détruire la société non marchande privée en lui substituant une société non marchande étatique. Les sociétés postcoloniales souffrent d'avoir développé une société non marchande étatique qui n'est pas le produit d'une économie marchande diversifiée. Les sociétés capitalistes à l'État social en crise souffrent d'avoir détruit leur économie non marchande privée qu'elles s'efforcent de redévelopper sans succès dans une économie sociale et solidaire.

Choisir de prendre les choses par le bout de l'emploi pour voir ce que cela donne à l'autre bout du pouvoir d'achat, c'est le bout par lequel l'opinion veut que l'on prenne les choses. L'opinion ne peut pas faire confiance à des experts qui n'arrêtent pas de se tromper et dont elle ne comprend pas le langage. Les experts ont beau avoir appris, ils ont peu de prise. Ils se sont cultivés à l'extérieur du monde, pas à l'école de leurs concitoyens. On demandera donc d'abord aux experts de parler le langage de tous. C'est alors qu'il leur sera demandé que faire ? Trump met les experts dans la gadoue : dites-nous comment faire de l'emploi sans faire d'inflation, il se moquera de leurs réponses auprès du public et écoutera en toute discrétion ceux qui l'enrichiront en s'enrichissant, autrement dit, ses véritables clients.

A suivre
Arezki Derguini

Notes :
3. Civic society – between the family and the state in George Yeo. On bon-sai, banyan and the Tao, chap 9. Je préfère traduire soul par esprit de corps, plutôt que par âme ou esprit tout cours pour faire plus significatif.



D'audace et de liberté. Romane Akli Tadjer. Casbah Editions, Alger 2023, 229 pages, 1.200 dinars

La guerre (la 2^{ème}) est finie, Adam Bousoulem ne retourne pas en Kabylie natale. A quoi bon puisque Zina, son premier et grand amour, est désormais mariée au Caïd du coin. Autant rester en France, bien que le pays se soit montré peu généreux à son égard pendant la guerre.

Une commission de suivi mise en place Les communes balnéaires entament les préparatifs de la saison estivale

D.B.

En perspective de la saison estivale, les communes côtières de la wilaya d'Oran entament depuis quelques semaines des travaux d'aménagement au niveau des plages et à l'intérieur du tissu urbain pour accueillir dans les meilleures conditions les milliers d'estivants attendus cet été à Oran. Selon les services de la wilaya, à Ain El Turck, huit plages ont bénéficié de travaux de rénovation, tandis qu'à Bousfer trois plages ont été réaménagées. La commune d'El Ançor a vu la mise à niveau de son principal site balnéaire et la plage de Madagh, située à Ain El Kerma, a également fait l'objet de travaux d'embellissement. Enfin, la commune de Mers El Hadjadj a entrepris d'importants aménagements pour valoriser sa grande plage.

Pour assurer une organisation optimale, une commission de suivi a été mise en place au niveau de la wilaya. Cette instance effectue des visites de terrain régulières et travaille en coordination avec les comités de daïra afin d'identifier les déficiences et d'y remédier rapidement. Le wali a également donné des directives aux chefs de daïra et aux présidents des APC pour qu'ils élaborent des fiches techniques détaillées sur les travaux nécessaires. Ces documents permettront à la direction des travaux publics de lancer rapidement les opérations de réhabilitation et d'aménagement. En outre une importante opération de renforcement de l'éclairage public a été lancée sur la corniche supérieure avec l'installation de nouveaux candélabres ainsi que d'importants travaux d'aménagement tout au long de cet axe. Les mêmes sources indiquent qu'une grande partie des accès aux plages ont été aménagés. En parallèle, des travaux de réhabilitation des structures administratives de la police, de la gendarmerie nationale et de la protection civile ont aussi été entamés. Le wali d'Oran a appelé les chefs de daïra et les maires à mobiliser tous les moyens pour la réussite de la saison estivale.

Par ailleurs et en prévision de la saison estivale, une visite d'inspection a été effectuée par le wali d'Oran au niveau de la commune de Ain El Turck. Plusieurs sites ont été visités par la délégation et des instructions ont été données par le premier responsable de l'exécutif. Ce dernier a donné des instructions pour nettoyer et réaménager les plages afin qu'elles soient prêtes pour la saison estivale. Le wali a en outre donné des instructions aux services concernés afin de lutter contre les branchements illicites. Il a aussi ordonné la libération des espaces squattés par les commerçants et de retenir des assiettes foncières pour l'installation de campings familiaux.

Le wali a également donné des directives aux chefs de daïra et aux présidents des APC pour qu'ils élaborent des fiches techniques détaillées sur les travaux nécessaires. Ces documents permettront à la direction des travaux publics de lancer rapidement les opérations de réhabilitation et d'aménagement. En outre une importante opération de renforcement de l'éclairage public a été lancée sur la corniche supérieure avec l'installation de nouveaux candélabres ainsi que d'importants travaux d'aménagement tout au long de cet axe. Les mêmes sources indiquent qu'une grande partie des accès aux plages ont été aménagés. En parallèle, des travaux de réhabilitation des structures administratives de la police, de la gendarmerie nationale et de la protection civile ont aussi été entamés. Le wali d'Oran a appelé les chefs de daïra et les maires à mobiliser tous les moyens pour la réussite de la saison estivale.

Par ailleurs et en prévision de la saison estivale, une visite d'inspection a été effectuée par le wali d'Oran au niveau de la commune de Ain El Turck. Plusieurs sites ont été visités par la délégation et des instructions ont été données par le premier responsable de l'exécutif. Ce dernier a donné des instructions pour nettoyer et réaménager les plages afin qu'elles soient prêtes pour la saison estivale. Le wali a en outre donné des instructions aux services concernés afin de lutter contre les branchements illicites. Il a aussi ordonné la libération des espaces squattés par les commerçants et de retenir des assiettes foncières pour l'installation de campings familiaux.

La SEOR appelle à une mobilisation citoyenne Une campagne de détection des fuites et des raccordements illégaux

J.Boukraa

Dans le cadre de la gestion durable des ressources hydriques, la société d'assainissement d'Oran par le biais d'un communiqué publié rendu public avant-hier appelle l'ensemble des citoyens à une mobilisation active en vue d'une vaste campagne de détection et de traitement des fuites ainsi que des raccordements illégaux. Cette initiative, qui s'inscrit dans la mise en œuvre des directives de Monsieur le Ministre de l'Hydraulique lors de sa récente visite à Oran, sera lancée samedi 15 mars sous la supervision du wali

d'Oran. Elle vise à optimiser la gestion du réseau d'eau potable, réduire les pertes et lutter contre les branchements illicites qui compromettent la distribution équitable de cette ressource vitale. Le succès de cette démarche repose sur l'implication et la vigilance de chacun.

«Ainsi, nous appelons les citoyens à signaler avec précision toute fuite d'eau ou tout raccordement non conforme en fournissant des informations détaillées telles que le numéro de contrat ou une adresse exacte (quartier, rue, point de repère). Un signalement rigoureux permettra aux équipes techniques d'intervenir avec rapidité et efficacité», peut-on lire sur le communiqué de la SEOR.

«Afin de garantir une communication fluide et accessible, plusieurs canaux officiels sont mis à la disposition du public : notre page Facebook officielle, le numéro vert 3002 et l'application mobile «SEOR Mob», ajoute la SEOR. L'eau constitue un bien précieux dont la préservation est une responsabilité collective. Chaque action compte et chaque signalement contribuera à améliorer la qualité du service ainsi qu'à assurer une distribution plus équitable.

Secteur ferroviaire

Le 1^{er} Salon Algeria Rail expo du 11 au 14 juin

La première édition du Salon dédié au secteur ferroviaire, Algeria Rail expo 2025, se tiendra du 11 au 14 juin prochain au Centre des conventions Mohamed-Benahmed d'Oran (CCO), avec la participation de plus de 100 entreprises, ont annoncé les organisateurs dans un communiqué.

Cet événement, consacré à l'innovation, aux technologies et aux solutions

de l'industrie et des infrastructures ferroviaires, réunira les principaux acteurs du marché, nationaux ou internationaux, les décideurs, les experts et des entreprises leaders de l'industrie du ferroviaire, a-t-on précisé. Le Salon a pour objectif de fournir une «plateforme d'échange unique, visant à promouvoir l'expertise de l'industrie et des infrastructures ferroviaires, créer des opportunités de partenariat et favoriser les échanges sur les défis et les solutions du rail en Afrique».

Plus d'une centaine d'exposants nationaux et internationaux sont attendues à cet événement qui représente une occasion pour les professionnels de découvrir les dernières innovations du secteur ferroviaires, tout en explorant de nouvelles solutions pour le développement des infrastructures ferroviaires en Afrique.

Prévention et dépistage

L'EHU 1^{er} Novembre se mobilise contre le cancer colorectal

J.Boukraa

Dans le cadre de la campagne «Mars Bleu», dédiée à la prévention et au dépistage du cancer colorectal, l'Etablissement hospitalier universitaire 1^{er} Novembre organise des journées de sensibilisation du 17 au 19 mars 2025. Cet événement, initié par le service d'hépatogastro-entérologie, vise à informer la population sur l'importance du dépistage précoce et à promouvoir les bonnes pratiques de prévention. Selon les spécialistes, le cancer colorectal est le deuxième cancer le plus fréquent dans le monde. Pourtant, 95% des cas peuvent être guéris si la maladie est détectée précocement. Un dépistage précoce permet d'identifier et de traiter les lésions précancéreuses avant qu'elles n'évoluent vers un stade avancé. C'est pourquoi cette campagne cible en priorité les hommes et les femmes âgés de 50 à 74 ans, la tranche d'âge la plus exposée.

A travers des conférences, des ateliers d'information et des consultations gratuites, les spécialistes mettront l'accent sur les facteurs de risque, mais aussi sur les symptômes à surveiller. L'objectif principal est de sensibiliser à l'importance du dépistage, car un simple test de recherche de sang occulte dans les selles peut permettre une détection précoce et ainsi sauver des vies. Notons que le cancer colorectal est l'un des cancers les plus fréquents et peut être favorisé par plusieurs facteurs de risque, notamment l'âge, les antécédents familiaux, une alimentation déséquilibrée, la sédentarité, le tabagisme et l'alcool. Il se développe souvent à partir de polypes précancéreux qui évoluent lentement vers une tumeur maligne. Les principaux symptômes incluent des troubles du transit, des douleurs abdominales, la présence de sang dans les selles, une fatigue persistante et une perte de poids inexplicable. Le dépistage est essentiel et repose sur un test de recherche de sang occulte dans les selles, recommandé dès l'âge de 50 ans, ainsi que sur la coloscopie en cas de suspicion. Le traitement dépend du stade du cancer et combine généralement la chirurgie, la chimiothérapie et parfois la radiothérapie. En participant à cette initiative, chaque citoyen contribue à la lutte contre le cancer colorectal en adoptant des réflexes de prévention et en encourageant ses proches à se faire dépister. La sensibilisation et la prévention restent les meilleures armes pour réduire l'incidence de cette maladie et améliorer les chances de guérison.

La chirurgie, la chimiothérapie et parfois la radiothérapie. En participant à cette initiative, chaque citoyen contribue à la lutte contre le cancer colorectal en adoptant des réflexes de prévention et en encourageant ses proches à se faire dépister. La sensibilisation et la prévention restent les meilleures armes pour réduire l'incidence de cette maladie et améliorer les chances de guérison.

Publicité

CONDOLÉANCES

Le Sous-directeur de l'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité d'Oran **ANEP**, et l'ensemble du personnel, profondément touchés par le décès de l'oncle de leur collègue **M. YAGOUR Abdelhak** lui présentent ainsi qu'à toute sa famille, leurs condoléances les plus attristées et les assurent, en cette pénible circonstance, de leur profonde compassion. Puisse Dieu Le Tout-Puissant accorder au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueillir en Son Vaste Paradis.
« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons. »

Pôle urbain Ahmed Zabana Cinq nouveaux établissements scolaires pour la prochaine rentrée

Les projets de réalisation d'établissements scolaires dans les trois communes relevant de la daïra de Boutlélis enregistrent des états d'avancement significatifs, ce qui permettra la livraison d'un grand nombre de ces établissements à la rentrée scolaire prochaine, a annoncé le wali, Samir Chibani.

Le même responsable a précisé, lors de sa visite d'une série de projets dans les secteurs de l'éducation, de la jeunesse, des sports et de la santé dans les communes de Misserghine, Boutlélis et Ain El Kerma, que la plupart des projets dans le secteur de l'éducation avancent à un bon rythme et que la livraison de la majorité d'entre eux est prévue pour la rentrée scolaire prochaine, afin de réduire la surcharge dans plusieurs établissements scolaires, notamment dans le pôle urbain «Ahmed Zahana» à Misserghine. De son côté, le directeur de l'éducation de la wilaya, Abdelkader Oubelaid, a indiqué que cinq nouveaux établissements scolaires devront être livrés à la rentrée scolaire prochaine dans ce pôle urbain, dont deux écoles primaires, un CEM et un lycée, parmi les dix équipements prévus pour ce pôle.

Le wali a inspecté huit établissements et structures scolaires en cours de réalisation, dont une cantine scolaire à l'école «Bekkouche Habib» dans le quartier Zabana de la commune de Misserghine, et une autre cantine scolaire à l'école «Hassini Ahmed» dans le quartier Rahma de la même commune. Il a également visité le CEM «Moufdi Zakaria» dans la même commune. Dans la collectivité de Boutlélis, il a inspecté deux projets de réalisation d'un groupe scolaire dans l'agglomération de «Bouyacour», comprenant six salles de classe, ainsi que des travaux d'aménagement de l'école «Chouhada» 22, avec la construction d'une cantine scolaire. Il a également visité l'école «Bouameur Bakouk» et la nouvelle école du village de Ain Tassa, suggérant de la transformer en annexe pour l'enseignement du cycle moyen. A noter que les trois communes relevant de la daïra comptent 60 établissements scolaires, dont 40 écoles primaires, 12 CEM et 8 lycées, selon les services de daïra.

Université d'Oran 2

Signature d'une convention de coopération avec l'Université de Grenade

Une convention de coopération et de partenariat a été signée entre l'Université d'Oran 2 «Mohamed Benahmed» et l'Université de Grenade (Espagne), consolidant ainsi un engagement mutuel en faveur de l'excellence académique, de l'innovation pédagogique et du rayonnement scientifique, a-t-on appris, mardi, de cet établissement universitaire.

La convention, signée par les recteurs des deux universités, Pr. Ahmed Chaâlal et Pedro Mercado Pacheco, vise à encourager la mobilité des étudiants, des enseignants et du personnel administratif, à développer des formations conjointes, à favoriser la mise en place de projets de recherche collaboratifs et à promouvoir l'échange de bonnes pratiques dans divers domaines d'enseignement et de gestion universitaire, souligne-t-on.

Elle s'inscrit dans la continuité des relations établies entre les deux établissements, notamment à travers le programme Erasmus+, qui a déjà permis plusieurs mobilités au cours de l'année universitaire en cours. Ce partenariat constitue une opportunité majeure pour le développement académique et scientifique des deux universités, en favorisant l'enrichissement mutuel des compétences et des savoirs, l'ouverture sur des environnements d'apprentissage diversifiés et le renforcement des liens interculturels, ajoute-t-on. Il ouvre, également, la voie à de nouvelles perspectives de coopération, notamment à travers l'organisation de conférences et de séminaires conjoints, la participation à des projets de recherche internationaux et l'élaboration de parcours de formation innovants adaptés aux exigences académiques et professionnelles actuelles. A travers cette collaboration, l'Université d'Oran 2 et l'Université de Grenade réaffirment leur volonté commune de renforcer les échanges académiques et scientifiques, et de contribuer activement à l'essor de l'enseignement supérieur et de la recherche à l'échelle internationale.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

Chemior Arbi El Houari, 68 ans, Dar El Hayat
Bensalah Med, 61 ans, Oran
Yagoubi Jeloul, 87 ans, Emir Abdelkader
Moussa Med, 75 ans, Yaghmoracen

Horaires des prières pour Oran et ses environs

13 ramadhan 1446
El Fedjr 05h53 Dohr 13h13 Assar 16h36 Maghreb 19h13 Icha 20h30



Tiaret

Les routes font toujours jaser

Toutes les rues et ruelles de la ville de Tiaret, et notamment celles de la partie sud de la ville, sont dans un très mauvais état, au grand dam des automobilistes et même des simples piétons.



El-Houari Dilmli

En effet, alors qu'elles ont été retapées à plusieurs reprises ces dernières années, les dernières intempéries ont mis à nu les nombreuses malfaçons dans la pose du bitume. A «Volani» par exemple, un quartier desservi par deux voies et un axe stratégique de la nouvelle ville, où le trafic automobile est le plus important de tout Tiaret, les ornières et autres nids-de-poule sont si nombreux que les usagers de la route ont l'impression de marcher sur un champ de patates. Les automobilistes, tout comme les piétons, ne décolèrent pas contre l'état des routes, aux quatre coins de la ville. Plusieurs fois «bricolées», au soulagement momentané des Tiarétiens, partout dans la ville les routes sont dégradées au point

que les transports publics et autres chauffeurs de taxi boudent toujours certains quartiers de Tiaret. Les routes sont dans un état lamentable sous l'effet également de l'augmentation effrénée du parc automobile. Que ce soit au nord ou au sud de la ville, pratiquement aucune rue ni ruelle n'est épargnée, à un tel point que certains évitent carrément de sortir leurs véhicules, de peur d'y laisser qui un amortisseur, qui un pneu ou carrément une suspension en entier. «Même un véhicule tout-terrain y laisserait sa mécanique», tempêtait lundi un taxieur qui y a laissé un amortisseur, cassé après une chute brusque dans une «crevasse» près du siège de la poste. De nombreux automobilistes y laissent qui un pot d'échappement, qui un pneu, qui des amortisseurs... Il y a deux semaines de

cela, des nids-de-poule gros comme des cratères ont été colmatés à la hâte, pour céder dès les premières pluies.

Pourtant, une enveloppe financière importante a été dégagée par les pouvoirs publics pour la reprise totale du réseau routier urbain et périurbain. Et au moment où toute la population jase sur le mauvais état des routes à l'intérieur du périmètre urbain de la ville, la commune et la direction des travaux publics en sont encore à se jeter la balle pour savoir à qui incombe le travail de réparer ces routes qui donnent à la capitale de la wilaya un visage si hideux. Tiaret, qui prétend au rôle de capitale régionale et grand pôle économique et commercial parmi les plus importants du pays, est depuis des lustres très mal chaussée. Jusqu'à quand ?

Tissemsilt

Amélioration urbaine : 45 projets achevés

Les travaux de 45 projets d'aménagement et d'amélioration urbaine dans la wilaya de Tissemsilt ont été achevés, a indiqué, mercredi, le directeur de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction (DUC), M. Sid-Ahmed Beniza. M. Beniza a indiqué que les projets réalisés entrent dans le cadre d'un ensemble de 62 projets d'aménagement et d'amélioration urbaine inscrits dans le cadre du programme com-

plémentaire de développement dédié par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à la wilaya de Tissemsilt, dans le secteur de la construction et de l'urbanisme, pour un montant de 2,7 milliards de dinars

Les travaux d'aménagement et d'amélioration urbaine ont concerné l'ensemble des 22 communes de la wilaya, incluant le revêtement des trottoirs, l'éclairage public, les réseaux d'assainisse-

ment et les routes. En outre, les travaux sont en cours pour les 17 projets restants, dans le cadre de l'amélioration du cadre de vie des citoyens dans les quartiers d'habitat, selon la même source.

Il a ajouté que le taux d'avancement de cinq des projets en cours a dépassé 75 % et sont sur le point d'être achevés, notamment dans les communes de Tissemsilt, Sidi Slimane, Beni Chaïb, Lardjam et Theniet El Had.

Mostaganem

Cinq nouvelles plages seront ouvertes cet été

Cinq nouvelles plages seront couvertes dans la wilaya de Mostaganem en prévision de la prochaine saison estivale, selon un communiqué des services de la wilaya.

Le communiqué précise que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a récemment tenu une réunion du conseil de l'exécutif consacrée aux préparatifs pour la saison estivale 2025, qui verra l'ouverture de cinq nouvelles plages, portant ainsi le nombre de plages autorisées à la baignade sur le littoral de Mostaganem de 51 à

56 plages. Il s'agit de trois nouvelles plages dans la commune de Hadjadj, une plage dans la commune de Achâacha et une plage dans la commune de Stidia, a ajouté la même source.

Lors de cette réunion, le wali a donné des instructions pour organiser des campagnes de nettoyage des plages, chaque semaine, et a annoncé le lancement de la deuxième édition du concours de la plus belle commune touristique pendant la saison estivale.

Il a également demandé à l'entreprise publique en charge du

parc d'attractions et de loisirs et de zoologie "Mostaland" d'élargir ses activités en lui accordant la priorité pour l'exploitation touristique des plages, des forêts de loisirs et de tous les espaces liés directement aux loisirs et à la détente.

En outre, dans le cadre de la préparation pour cette saison, huit plages situées dans les communes d'Ouled Boughanem, Achâacha, Khadra, Hadjadj, Fornaka, Stidia, Mazaghran et Sidi Lakhdar seront aménagées et réhabilitées, a-t-on ajouté.

Béchar

Des familles sinistrées relogées

Une opération de relogement de dix (10) familles, dont les habitations ont été classées "Rouge" lors des intempéries qu'a connues la wilaya au début de septembre 2024, a été effectuée mardi, a-t-on appris des services de la wilaya.

Cette première opération de relogement des familles sinistrées a été concrétisée avec l'appui et le soutien des services compétents de la commune, de l'Office de promo-

tion et gestion immobilières (OPGI) et de la direction du logement qui pilote cette opération, a-t-on précisé. Elle se poursuivra prochainement avec le relogement d'autres familles, suivant les études des dossiers dont les habitations ont été classées "Rouge" par les équipes techniques chargées de l'évaluation des dégâts causés aux habitations et autres édifices publics et privés lors des mêmes intempéries, a-t-on assuré.

Wilayas du Sud-Ouest

Commerce: 242 brigades de contrôle mobilisées

Quelque 242 brigades de contrôle sont mobilisées depuis le début du mois de Ramadhan par la direction régionale du Commerce intérieur et de Régulation du marché, à travers les wilayas du Sud-ouest, dans le but de préserver le pouvoir d'achat et la santé du consommateur, a appris l'APS auprès de cette instance.

Le responsable de cette direction régionale, El Hadj Daâchi, a indiqué à l'APS que celle-ci a mis en place ses brigades à travers les wilayas de Béchar, Adrar, Béné-Abbès, Timimoun, Bordj-Badji Mokhtar, Tindouf, El-Bayadh et Naâma, dans le but de préserver le pouvoir d'achat du citoyen, la régulation du marché, la lutte contre la spéculation et le contrôle de la qualité des produits alimentaires commercialisés.

Par ailleurs, 41 marchés de proximité ont été ouverts aux chefs-lieux de 39 daïras, avec le concours de 465 opérateurs économiques, dont des producteurs et des entreprises publiques, à l'instar des groupes Agro-Div et avicole de l'ouest (Oravio), l'Office national de l'aliment du bétail (ONAB) et les unités locales des coopératives des céréales et légumes secs (CCLS)

ainsi que les grossistes et les commerçants locaux pour assurer un approvisionnement régulier et quotidien des habitants de la région, a-t-il ajouté.

En matière d'approvisionnement en viandes rouges d'importation et de viandes blanches, il a été procédé à la distribution dans la wilaya de Béchar de 95 tonnes de viandes rouges et 36 tonnes de viandes blanches subventionnées et de 15 tonnes de viandes rouges issues du commerce de troc avec les pays africains voisins.

Aussi, 12 tonnes de viandes blanches ont été distribuées dans la wilaya de Naâma, tandis que dans celle de Béné-Abbès, il a été relevé la distribution de 37 tonnes de viandes blanches et 6 tonnes de viandes rouges provenant également du troc, a détaillé M. Daâchi. Pour les autres wilayas de la région, les marchés de viandes rouges et blanches sont satisfaits localement, notamment en viande cameline, a-t-il poursuivi.

En matière de distribution d'huile de table, plus de 200 tonnes ont été mises sur les marchés de la région, ce qui "satisfait largement" les besoins des consommateurs, selon le même responsable.

Naâma

Alléger les charges des éleveurs et générer des revenus

Le Haut Commissariat pour le développement de la steppe (HCDS) a réservé dans la wilaya de Naâma une superficie de 67.000 hectares de réserves pastorales aux éleveurs, qui seront ouvertes à partir de la mi-mars pour fournir du fourrage pour leur bétail.

Ces espaces pastoraux, répartis sur huit communes steppiques de la wilaya, offrent des plantes de l'Atriplex et d'autres types de plantes fourragères destinées aux moutons, a précisé le responsable local du HCDS, Abdelaziz Bougarne.

La gestion de ces espaces steppiques est assurée par l'antenne de la wilaya de Naâma, relevant du Commissariat régionale de développement de la steppe, dont le siège est basé à Saïda, afin de les exploiter de manière rationnelle et éviter leur dégradation, notamment par le

biais de locations aux éleveurs pour le pâturage de leurs bétails, a fait savoir la même source.

"Cette initiative permettra de fournir du fourrage aux moutons dans ces zones pendant deux mois, ce qui devra contribuer positivement à alléger les charges des éleveurs en matière d'achat d'aliments pour animaux, tout en générant des revenus pour les trésoreries des communes concernées par l'opération", a expliqué le même responsable.

Par ailleurs, le HCDS a lancé, récemment à Naâma, un projet de plantation sur une superficie de 50 hectares dans la région de "Rosfa El-Hamra", dans la commune de Asla, dans le cadre du programme de relance du Barrage vert, en utilisant des plants d'Atriplex provenant des pépinières de la direction à Djelfa, a-t-on indiqué.

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
République Algérienne Démocratique et Populaire
وزارة التعليم العالي والبحث العلمي
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
جامعة وهران 2 محمد بن أحمد
Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed



Rectorat
Réf: 11/AS.R/2025

مديرية الجامعة
Oran, le : 17...FEV...2025

AVIS D'ANNULATION D'UNE ATTRIBUTION PROVISOIRE D'UN MARCHÉ

Conformément à la loi N° 23-12 du 05/08/2023 portant réglementation des marchés publics et En application des dispositions de l'article 73 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°003/BM/VRDPO/UO2/2024, paru dans les Quotidiens nationaux (Le Quotidien d'Oran) et le journal (El Joumhouria) et le BOMOP en date du Dimanche 23/06/2024 relatif à « Compléments d'équipements de 1000 places pédagogiques au profit de l'Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed » en trois (03) lots séparés dont le montant est de : **10.100.720,00 DA/TTC**, avec un délai d'exécution de 10 jours prononcé au profit de l'entreprise ETS BENTAHAR HAKIM, pour le motif suivant : Désistement de l'attributaire provisoire du marché.

LE RECTEUR

ANEP N° 2531003920 Le Quotidien d'Oran 13/03/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
WILAYA D'ORAN
AIRA DE BETHIOUA
COMMUNE DE BETHIOUA
IF N° : 098431079071219

Avis d'infructuosité

Conformément aux dispositions de l'article 40 et 71 du Décret Présidentiel N° 15-247 du 16/09/2015 portant la réglementation du marché public et des délégations du service public, le président de l'assemblée populaire communale de Bethioua déclare l'anfractuosité de l'opération relative au 2^{ème} avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 01/2025 paru dans le journal **البديل** en date du 04-02-2025 et le **Le Quotidien d'Oran** en date du 06-02-2024 a savoir

| Intitulé de l'opération | Motif |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Etude et suivi et réalisation d'un Groupe Scolaire 12 Classes a Arrarssa commune de Bethioua Partie : Réalisation | Dépassement De L'autorisation De Programme |

2025 مارس 2
Bethioua le
Le président de l'APC

ANEP N° 2531003987 Le Quotidien d'Oran 13/03/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES INFRASTRUCTURES DES BAS
DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
LA WILAYA DE NAAMA
NIF:408015000045011

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

Conformément à l'article 46 de la Loi n° 23-12 du 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et dispositions de l'article 65 alinéa 2 du décret présidentiel n°15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, La direction des travaux publics de la wilaya de Naama publie le résultat de l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacité minimale N°32 ayant pour objet :

Entretien des routes nationales - Exercice 2024

| Projet | Entreprise | Montant proposé en TTC (DA) | Montant corrigé en TTC (DA) | Délais | Note Technique |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------------|---------|----------------|
| Etude d'expertise de la RN 95 du Pk 177 au Pk 187, du Pk 226 au Pk 229 et du Pk 239 au Pk 245 sur 19 km (Elbiodh) | CTTP NIF : 099716000269386 | 5 944 050.00 | 5 944 050.00 | 04 MOIS | 60.25 |

Les soumissionnaires qui contestent ce choix peuvent introduire un recours dans un délai de dix (10) jours auprès du comité des marchés de la wilaya à compter de la première parution du présent avis et nous invitants les soumissionnaires désirent voir les résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres à prendre contact avec nos services et cela dans un délai maximum de 03 jours à compter de la première parution du présent avis conformément à l'article 82 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.

ANEP N° 2531003931 Le Quotidien d'Oran 13/03/2025

République algérienne démocratique et populaire
Ministère du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale
Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés
Agence de Relizane
NIF : 488025000100091

Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N°01/2025

La caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés CNAS, agence de la wilaya de Relizane lance un Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales Pour la réalisation d'un « nouveau siège d'agence CNAS Relizane ».

Les candidats doivent remplir les conditions d'éligibilité suivantes :

- Capacités professionnelles (certificat de qualification et de classification professionnelle à la catégorie deux (02) et plus, activité principale Bâtiment)

Les entreprises remplissant les conditions d'éligibilité, intéressés par le présent avis sont invités à retirer le cahier des charges auprès du service des moyens généraux de l'agence CNAS de Relizane, contre paiement de la somme de 10000.00 DA représentant les frais de reproduction des documents.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. Le dossier de soumission doit contenir les pièces réglementaires exigées par l'article 17 du cahier des charges, notamment : moyens humains, moyens matériels, déclaration de probité, déclaration à souscrire, lettre de soumission etc....

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », selon le cas.

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention : « À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

« Avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales N°01/2025 »

Réalisation d'un nouveau siège d'agence CNAS Relizane ».

La durée de préparation des offres est de 30 jours à compter de la première parution de l'appel d'offres dans les quotidiens nationaux ou dans le BOMOP.

Le dépôt des offres se fera le dernier jour de la préparation des offres au plus tard à Midi (12h00) au niveau de l'Agence CNAS Relizane

Service des moyens généraux
Rue Beldjillali Hammani, Relizane

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres se fera le jour ouvrable suivant.

L'ouverture des plis se fera en séance publique le même jour à 12h00.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date de dépôt des offres.

ANEP N° 2531100214 Le Quotidien d'Oran 13/03/2025

République Algérienne Démocratique et Populaire
Wilaya de Mascara
Daïra de Tighennif
Commune de Tighennif

Avis d'attribution provisoire

Conformément à la disposition de l'article 65 alinéas 2 du décret présidentiel n° 15-247 du 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, et des délégations de services publics, la commune de **Tighennif** informe l'ensemble des soumissionnaires que le projet objet d'appel d'offres ouvert avec exigence des capacités minimales n° 22/2024 parus, dans les quotidiens nationaux :

- ✓ « Le Quotidien d'Oran » en date du : 19/12/2024
- ✓ « الجمهورية » en date du : 19/12/2024

Projet : **Travaux d'aménagement des jardins et places publiques**
- Commune de Tighennif

a été attribué provisoirement comme suit :

| Entreprise Attributaire Provisoirement | Montant Global En T.T.C (en DA) | Note Tech /100 | Délais de Réalisation | OBS |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------|-------------------|--------------------------|----------------------------------------------|
| Entreprise HAMIDI Mohammed - Aïn Turck - Oran NIF 166293400406118 | 21.341.519,50 | 90 pts | Deux (02) mois | Moins disant parmi les offres retenues |

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la Commission communale des marchés publics, dans un délai de **dix (10) jours** à compter de la première publication du présent avis dans les Quotidiens nationaux et BOMOP

Tighennif le :
Président de l'Assemblée Populaire
Communale de Tighennif

ANEP N° 2531003811 Le Quotidien d'Oran 13/03/2025



هـيـبروك للنقل البحري
HYPROC SHIPPING COMPANY sp.a
AU CAPITAL SOCIAL DE 40.000.000.000 DA
NIF n°: 0899 3101 03669 77

NOTICE OF DEFINITIF AWARD

International open call for tender in a single stage tendering process
N° 14/HYPROC SC/C&O/2024
Appointment of ship agent in the ports of the following area:
Italy

In accordance with HYPROC's SC procedure No. 08-R2/2024 of 11/02/2024, the company HYPROC SC informs all tenderers participated in the international open call for tender in a single stage tendering process N° 14/HYPROC SC/C&O/2024, relating the appointment of ship agent in the ports of the following area: Italy,

That the contract is definitely award to:

| Contract award to the Bidder | Contract Price | Rating | Observation |
|---------------------------------|------------------|--------|----------------|
| CNAN ITALIA Srl - Italie | 918 332,00 Euros | 100 | Highest rating |

ANEP N° 2531003916 Le Quotidien d'Oran 13/03/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTERE DE LA SANTE

Wilaya de Mostaganem
Centre hospitalier universitaire
De Mostaganem

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISoire DE L'AVIS D'APPEL SECONDAIRE D'OFFRE NATIONAL OUVERT APRES ANNULATION N° 01/2025

Conformément à l'Article 52 du Loi n° 23-12 du 18 Moharram 1445 correspondant au 5 août 2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et à l'Article 65 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation de marchés publics, Le Centre hospitalier Universitaire de Mostaganem lance u avis d'attribution provisoire de l'avis d'appel secondaire d'offre national ouvert après annulation n° 01/2025 relatif en denrées alimentaires pour l'année 2025.

| Désignation des Lots | Fournisseur Retenu | Montant Minimum | Montant Maximum |
|------------------------------------------------------|------------------------------|-----------------|-----------------|
| LOT N° 01 VIANDE ROUGE FRAICHE, POULET ET ŒUFS FRAIS | SARL MOSTA FLAV - MOSTAGANEM | 22 175 000,00 | 56 570 000,00 |
| LOT N° 02 LEGUMES ET FRUITS FRAIS | NOUR LAID - MOSTAGANEM | 1 847 000,00 | 5 550 900,00 |
| LOT N° 03 ALIMENTATION GENERALE | NOUAR YUCEF - ORAN | 6 571 588,55 | 16 779 877,15 |
| LOT N° 04 POISSONS FRAIS | NOUR LAID - MOSTAGANEM | 1 680 000,00 | 4 010 000,00 |
| LOT N° 05 PAINS ET PATESSERIES | HARRAT HABIB - MOSTAGANEM | 728 500,00 | 1 357 000,00 |

NB: -les soumissionnaires désirants prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières sont invités de se rapprocher de centre hospitalier universitaire de Mostaganem (bureau des marchés) au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de l'affichage d'avis d'attribution provisoire.

-Tout soumissionnaire contestant le choix opéré par le contractant peut introduire un recours dans les dix (10) jours qui suivent la première date de publication de cet avis d'attribution provisoire auprès des autorités compétentes.

Chargé de la gestion de la direction générale
du centre hospitalier universitaire de Mostaganem

ANEP N° 2531003977 Le Quotidien d'Oran 13/03/2025

AVIS DE DÉCÈS

M. DJETTOU Hassen, Gérant de EURL CENTRE DJETTOU

DES ROUTES a l'immense douleur de vous annoncer

le décès de son regretté père

M. DJETTOU Omar,

survenu le mercredi 12 mars 2025 et demande à tous ceux qui

l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire.

إنا لله و إنا إليه راجعون

APPELEMENTS

■ A louer F2, 50 m², 1^{er}, côté Hai Es-Sabah + A louer F4 160 m² meublé, 5^e, frange maritime + A louer dépôt 180 m², 6m H Bahi Amar Senia + A louer dépôt 500 m², 6m H + sanit. Hippodrome + A.V villa R+1, 220 m², 10m F côté la Lofa + A.V F4, 135 m² toutes comm, ascenseur +2 box pour voitures Maraval - Tél : 0773.24.62.36

EMPLOIS

■ Entreprise cherche commercial ayant expérience. -Tél : 0561.05.45.18

PENSÉE

13/03/2024 /

13/03/2025

A la mémoire

de notre cher

regretté

M. BOUSTILA

Miloud.

Voilà 1 an depuis que tu nous

as quittés en laissant un grand

vide derrière toi que nul ne peut

combler. Ta gentillesse, ta

bonté, ta générosité sont

gravées dans nos mémoires.

Allah Yehrmak

Ton épouse **Fadila El- BACHIR**

qui ne t'oubliera jamais.



PENSÉE

2009- 2025

A la mémoire de

mon cher père

LAMDAR

Hadj Ali

ex officier

supérieur de

l'ANP, décédé le 14 mars 2009. Bien

qu'absent parmi nous ta présence

demeure éternelle dans ma vie, par

ton héritage de bonté, de sagesse

et de courage. Merci pour tes

leçons de la vie pour tes souvenirs

inoubliables, pour ton amour infini

qui m'encourage et illumine ma vie.

Tu resteras ma fierté et mon

exemple. Nous implorons Dieu Tout-

Puissant de t'accorder une place

auprès de son prophète (QSDL)

Khalida Bent Bouha



- Conditions
➢ Diplôme en Droit
➢ Expérience minimum de 03 ans dans un poste de juriste, idéalement en gestion de contentieux
➢ Excellente connaissance du Droit civil, pénal et des procédures judiciaires
➢ Maîtrise de la langue Arabe et du Français
➢ Bonnes compétences en communication écrite et orale
➢ Résider à Oran ➢ Disponibilité immédiate ➢ Etre véhiculé

- Société implantée à Oran cherche - Un (E) JURISTE

Les candidats répondant aux conditions sont priés d'envoyer leur CV avec photo à l'adresse email suivante :
oranrecrute2021@gmail.com
La Direction Générale

TF1

21.10 Joseph



Série humoristique - France - 2024
Saison 1 - Episode 3/6

- Trou numéro 15

Avec Lucien Jean-Baptiste,
Claire Borotra, Alice Taglioni

Au terme d'un long procès médiatisé, François-Xavier Hacq est relaxé des accusations de féminicide portées contre lui après la mort de Charlotte Maës, grande espoir du golf tricolore, qui aurait finalement succombé d'une overdose médicamenteuse. Quelques années plus tard, Allison, sœur de Charlotte et directrice d'un golf, organise sa vengeance contre celui qu'elle tient pour responsable de la mort de sa sœur.

CANAL+
GRANDECRAN

21.04 La chute
de la Maison Blanche



Film d'action - Etats-Unis - 2013
Avec Gerard Butler, Aaron Eckhart,
Finley Jacobsen, Dylan McDermott
Mike Banning, ancien garde du corps du président des Etats-Unis, s'occupe désormais des basses besognes des services secrets. Lorsqu'un commando nord-coréen lance une attaque sur la Maison Blanche, prenant en otage le président américain et son fils, il se retrouve seul à pouvoir leur venir en aide.

3 JEUDI

21.05 De l'autre côté



Téléfilm dramatique - France - 2020
Avec Alix Poisson, Tiphaine Daviot,
Luna Lou, Thomas Doret

Dans le haut Doubs. Une jeune apprentie de l'École d'horlogerie est retrouvée morte au pied d'une falaise. La thèse du suicide est privilégiée : Manon, seule fille de sa promo, aurait craqué sous la pression. Mais Jeanne Keller, la CPE de l'établissement, ne veut pas y croire. Jeanne et son amie Alice, gendarme, mènent les investigations qui les conduiront de l'autre côté de la frontière suisse, au cœur de l'horlogerie mondiale...

TMC

21.25 San Andreas



Film catastrophe - Etats-Unis - 2015
Avec Dwayne Johnson, Carla Gugino,
Alexandra Daddario, Colton Haynes

Ligne de démarcation entre deux plaques tectoniques constamment en mouvement, la faille de San Andreas longe toute l'épine dorsale de la Californie. Comme tous les sismologues américains, le professeur Lawrence Hayes se prépare à faire face à un séisme de grande ampleur, celui qu'on surnomme 'The Big One'.

6

21.10 Pékin express



Saison 20

- La route des tribus légendaires
Présenté par Stéphane Rotenberg

C'est au Lesotho que se déroule cette neuvième étape. Au cœur de ce petit pays enclavé d'Afrique du Sud, les binômes encore dans la compétition font notamment la connaissance des Sothos, peuple paisible ayant donné son nom à ce territoire montagneux et isolé du reste du monde. Du côté des épreuves, la règle des équipes divisées fait son retour.

CINE +
PREMIER

20.50 Ready Player One



Film de science-fiction -
Etats-Unis - Inde - 2018
Avec Tye Sheridan, Olivia Cooke,
Ben Mendelsohn, Lena Waithe

En 2045, alors que la réalité virtuelle a pris une importance considérable dans la vie des gens, Wade Watts, orphelin, vit avec sa tante dans un bidonville en plein cœur de Columbus, devenue une mégapole. Chaque jour, le jeune homme s'évade dans l'Oasis, un univers virtuel créé par le défunt James Haliday.

CANAL+

21.00 Ligue Europa



- Lyon / FCSB

Dans cette soirée des 8es de finale retour de la Ligue Europa, le club de l'Olympique Lyonnais accueille les Roumains de Bucarest. Cette opposition semble à la portée des Gones de Paulo Fonseca, dont le parcours dans la coupe d'Europe est bon pour la confiance jusqu'à présent. Les coéquipiers de Corentin Tolisso et Alexandre Lacazette peuvent espérer passer l'obstacle roumain et rallier les quarts de finale, d'autant que ce match retour se joue à domicile.

RTL9

20.55 Stratton



Téléfilm d'action -
Grande-Bretagne - 2017
Avec Austin Stowell, Gemma Chan,
Dominic Cooper, Tom Felton

John Stratton, agent des forces spéciales de la Royal Navy, dépendant du MI6, s'infiltrer avec son coéquipier, Marty, dans un laboratoire iranien abritant des molécules chimiques potentiellement très dangereuses. Mais des composants ont mystérieusement disparu. Stratton et ses hommes retournent aussitôt à Londres.

TF1

21.10 Danse
avec les stars



Saison 14 - Episode 5

Présenté par Camille Combal

Plusieurs célébrités, associées à des danseurs professionnels, interprètent des chorégraphies. Les couples sont ensuite notés par un jury de personnalités du monde artistique. Il est constitué de Fauve Hautot, Mel Charlot, Jean-Marc Généreux et Chris Marques.

2

21.10 Tropiques criminels



Série policière - France - 2025
Saison 6 - Episode 1/8

- Rivière salée

Avec Béatrice de La Boulaye,
Julien Bérarnis, Valentin Papoudof

Mélissa Sainte-Rose et Gaëlle Crivelli enquêtent sur le meurtre d'Erica Jones, la directrice de d'une école de pole dance. Cette discipline n'était visiblement pas appréciée du quartier, à en croire la pétition pour fermer le studio et les nombreuses menaces que recevaient la défunte. Les soupçons se portent vite sur le mari d'une élève qui a agressé Erica la semaine précédente.

3 VENDREDI

21.05 Impitoyable



Western - Etats-Unis - 1992

Avec Morgan Freeman,
Clint Eastwood, Richard Harris

Kansas 1880. William Munny, redoutable hors-la-loi reconverti dans l'élevage va, à la demande d'un jeune tueur, reprendre du service pour venger une femme défigurée par un cow-boy sadique.

CINE +
FRISSON

20.50 Le dernier rempart

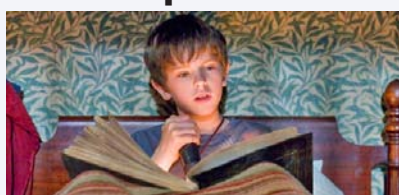


Film d'action - Etats-Unis - 2013
Avec Arnold Schwarzenegger,
Rodrigo Santoro, Jaimie Alexander

Ray Owens a longtemps travaillé au sein de la police de Los Angeles, jusqu'à ce qu'un événement tragique l'amène à quitter le LAPD et la région. Depuis quelques années, il est le shérif de la très tranquille ville de Sommerton Junction, à la frontière américano-mexicaine. Un jour, il remarque deux camionneurs au comportement suspect. Le policier place aussitôt ses adjoints en enquête.

CINE +
FAMIZ

20.50 Les chroniques
de Spiderwick

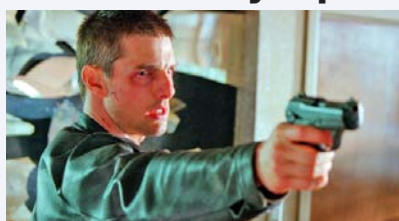


Film fantastique - Etats-Unis - 2008
Avec Mary-Louise Parker,
Freddie Highmore, Sarah Bolger

Après son divorce, Helen Grace a dû quitter New York avec ses jumeaux, Jared et Simon, et sa fille, Mallory, pour trouver refuge dans l'ancienne résidence de son grand-oncle, l'éminent naturaliste Arthur Spiderwick. Une nouvelle vie commence pour les Grace dans cette bâtisse isolée, où les trois enfants ne tardent pas à découvrir un mystérieux grimoire.

CINE +
PREMIER

20.50 Minority Report



Film de science-fiction -
Etats-Unis - 2002

Avec Tom Cruise, Colin Farrell,
Samantha Morton, Max von Sydow
Washington, 2054. Hanté par la disparition de sa femme et de leur fils, John Anderton dirige depuis six ans l'unité Précrime, un programme de police expérimental destiné à prévoir et empêcher les crimes susceptibles d'être commis grâce aux prophéties de trois mutants, les Précogs.

CANAL+

21.11 Les Trois
Mousquetaires : Milady

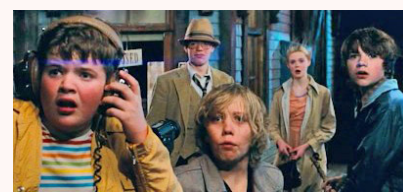


Film d'aventures - France - 2023
Avec François Civil, Vincent Cassel,
Romain Duris, Pio Marmai

En 1627, alors que la France est déchirée entre les royalistes catholiques et les républicains protestants, le roi vient d'échapper, grâce aux mousquetaires, à un attentat commis en pleine cérémonie religieuse. Si le roi est sauf, le commanditaire reste inconnu et tous les participants de ce crime disparaissent ou sont retrouvés morts dans les heures qui suivent.

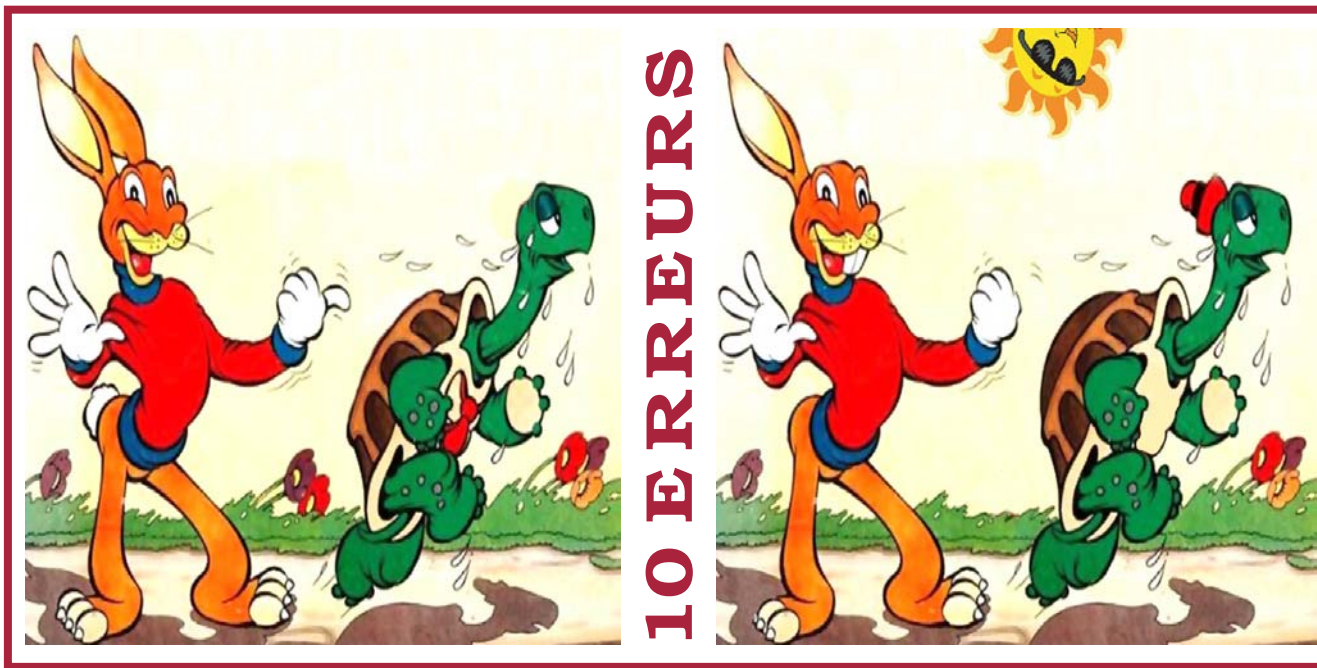
RTL9

20.55 Super 8



Film de science-fiction -
Etats-Unis - 2011

Avec Joel Courtney, Elle Fanning,
Kyle Chandler, Ryan Lee, Zach Mills
Été 1979, une petite ville de l'Ohio. Alors qu'ils tournent un film en super 8, un groupe d'adolescents est témoin d'une spectaculaire catastrophe ferroviaire. Ils ne tardent pas à comprendre qu'il ne s'agit pas d'un accident. Peu après, des disparitions étonnantes et des événements inexplicables se produisent en ville, et la police tente de découvrir la vérité, une vérité qu'aucun d'entre eux n'aurait pu imaginer.



Le ministère américain de l'Education licencie près de la moitié de son personnel



Le ministère américain de l'Education a annoncé mardi le licenciement de près de la moitié de son personnel, une première étape avant un démantèlement complet de ce ministère, honni par Donald Trump et les conservateurs. Le président américain, qui s'est lancé dans une vaste entreprise de réduction des effectifs de l'Etat fédéral, n'a jamais fait mystère de sa volonté de supprimer cet organisme, accusé de promouvoir des idées progressistes. Le ministère a précisé dans un communiqué que ses effectifs passeront d'un peu plus de 4.100 à environ 2.200.

Près de 600 employés avaient accepté selon le ministère de partir ces dernières semaines dans le cadre d'un plan de réduction des effectifs de l'Etat fédéral, piloté par le milliardaire Elon Musk, allié de Donald Trump. 1.300 autres seront placés en congé administratif à compter du 21 mars, a-t-il précisé dans un communiqué.

La Hongrie envisage d'expulser des binationaux



La Hongrie va modifier la Constitution pour pouvoir temporairement déchoir de leur nationalité les binationaux qui menaceraient la sécurité nationale, avec dans le viseur les financiers soutenant depuis l'étranger des ONG et des médias.

Selon un amendement publié sur le site du Parlement «la citoyenneté d'un Hongrois détenteur d'un autre passeport pourrait être suspendue pour une période limitée» en vue de son expulsion, à l'exception des ressortissants de l'UE. Sont concernés ceux qui «posent une menace à la sécurité publique et nationale», selon le parti gouvernemental Fidesz.

«Ces dernières années, des puissances étrangères et spéculateurs sont intervenus dans les affaires internes hongroises et processus électoraux, sous le couvert d'ONG et de médias se disant indépendants», a déclaré sur Facebook Mate Kocsis, chef du groupe parlementaire. Conforté par son «ami» Donald Trump qui a sabré l'aide américaine à l'étranger, le Premier ministre nationaliste Viktor Orban a dit vouloir «rayer de la carte» les ONG en Hongrie recevant des fonds «corrompus», «relais à Budapest des réseaux libéraux».

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

L'acier taxé aux Etats-Unis, l'UE riposte, Pékin promet des mesures



Nouvelle étape de la guerre commerciale entre les Etats-Unis et ses partenaires commerciaux, les droits de douane de 25% sur l'acier et l'aluminium voulus par Donald Trump sont devenus effectifs mercredi, entraînant une riposte de l'Union européenne et de Pékin, qui a promis de prendre «toutes les mesures nécessaires» pour protéger ses intérêts. Le président américain avait

déjà taxé les importations d'acier et d'aluminium durant son premier mandat (2017-2021) mais ces nouvelles taxes se veulent «sans exception et sans exemption», avait-il assuré lors de leur annonce, début février.

Le but affiché par le locataire de la Maison blanche est de protéger l'industrie sidérurgique américaine, qui voit sa production baisser d'an-

née en année, confrontée à une concurrence de plus en plus vigoureuse, provenant notamment d'Asie.

La Chine, premier producteur d'acier au monde, a réagi en promettant de prendre «toutes les mesures nécessaires pour protéger ses droits et intérêts légitimes». Dans les faits, le marché américain n'est toutefois pas le débouché principal pour les exportateurs chinois.

L'UA alerte sur un «énorme risque de partition» du Soudan

L'Union africaine (UA) a exprimé mercredi sa «grave préoccupation» après que les paramilitaires des FSR et leurs alliés ont annoncé la formation d'un gouvernement parallèle au Soudan, évoquant un «énorme risque de partition» du pays ravagé par la guerre civile en cours.

Le Conseil paix et sécurité de l'organisation panafricaine a exprimé dans un communiqué «sa grave préoccupation et sa ferme condamnation des récents développements au Soudan», notamment l'annonce de la formation d'un gouvernement parallèle, prévenant «qu'une telle action comporte un énorme risque de partition du pays». Le conflit qui oppose les Forces de soutien rapide (FSR) à l'armée réguli-



re soudanaise depuis près de deux ans a fait des dizaines de milliers de morts, déplacé plus de douze millions de

personnes, l'ONU décrivant une «crise humanitaire sans précédent sur le continent africain».

Attaque de train au Pakistan: 190 otages libérés, 30 assaillants tués



Au moins 190 passagers ont été libérés sur les plus de 450 passagers d'un train attaqué mardi par des séparatistes baloutches au Pakistan, tandis que 30 assaillants ont été tués, rapportent mercredi des sources de sécurité.

Les troupes pakistanaises tentent depuis plus de 24 heures de reprendre le contrôle du train et de la zone où l'Armée de libération du Baloutchistan (BLA), le principal groupe séparatiste de cette province au riche sous-sol et pourtant la plus pauvre du Pakistan, a fait sauter des rails pour bloquer le Jaffar Express.

Entretien téléphonique entre les chefs de la CIA et du Service de renseignement extérieur russe

Le directeur du Service de renseignement extérieur russe (SVR), Sergueï Narychkine, s'est entretenu au téléphone avec le chef de la CIA américaine, John Ratcliffe, ont rapporté mercredi les agences de presse russes. «Le 11 mars 2025, un entretien téléphonique entre le directeur du SVR Sergueï Narychkine et le chef de la CIA américaine John Ratcliffe a eu lieu», a indiqué l'agence officielle TASS en citant un communiqué du SVR.

Il s'agit du premier contact entre les deux responsables depuis l'arrivée au pouvoir aux Etats-Unis de Donald Trump en janvier et d'un rare échange entre les services de renseignement russe et américain depuis le début de l'offensive russe en Ukraine en février 2022.

Lors de cette conversation, MM. Narychkine et Ratcliffe se sont mis d'accord pour des contacts réguliers entre le SVR et la CIA «afin de contribuer aux garanties de la stabilité et la sécurité internationales, ainsi qu'à la baisse de la confrontation dans les relations entre Moscou et Washington», selon le communiqué cité par TASS.

EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

LE COMMERCE MONDIAL ET DRÔLES DE CALCULETTES

Le monde observe avec une certaine discrétion sinon désintérêt la réelle guerre commerciale lancée par Donald Trump contre la Chine d'abord, ensuite contre le Mexique et le Canada puis l'Europe. Le bellicisme apparaît comme d'inévitables conflits entre commerçants développant chacun de son côté une aigreur tactique pour peser sur les marchandages.

Au centre des disputes, on trouve un peu de tout. Des œufs et du poulet, des voitures et de l'acier, de l'aluminium et l'on s'attend à ce que les motifs de fâcheries touchent l'univers agricole avec les conséquences que l'on devine déjà. Le monde observe inaudible l'escalade des tensions quelque peu dénoté par les arguments émis dont la plupart

n'obéissent que peu à la raison commerciale. Le Canada est accusé de trop faire joujou avec le fentanyl et pour qu'il se dédouane il lui est conseillé de s'intégrer en nouvel Etat des USA. Le Mexique comme la Colombie se voit renvoyer à de drôles de calembours pour négocier dans l'amalgame le sort lié des migrants et des produits.

Le mélange des genres fait encore croire que les chamaillades douanières n'ont qu'une portée réduite sur le commerce

mondial. Mais la cadence de leurs montées préfigure des incidences négatives incalculables sur une économie mondiale déjà largement envahie par la lèpre inflationniste. Encore une fois ce seront les populations les plus démunies qui seront touchées.

La nouveauté créée par le président américain est que le commerce n'est plus isolé de la politique comme la règle le recommandait avant. Commercer ne tient plus seulement qu'à la couleur de l'argent quelle que soit celle des vis-à-vis. L'exercice a pris des détours pour s'intégrer dans la haute ou basse stratégie. Le troc commercial a pris de nouvelles tournures pour s'adapter à des terrains où tous les coups sont permis.

Trump s'adonne à ce jeu sans retenue.